

FRANCE

FORUM

Octobre 1961 - N° 35 1,50 NF

*Le Mur
contre
la Paix*



LES CONSEILS D'ARISTOTE

J'ai lu avec intérêt le texte de « polémiques et dialogues » qui concernait le « polémiste élyséen ». Combien nombreux sont les esprits anxieux du vide politique qui suivrait un départ ou une disparition du général de Gaulle. Le premier devoir du chef de l'État ne serait-il pas d'agir en sorte que soit facilitée sa succession et que soit préservée la continuité républicaine. Dans la *Politique* d'Aristote, on trouve quelques lignes d'une grande sagesse que devrait méditer dans sa fière solitude le Pouvoir, car elles prennent une résonance particulière dans la France d'aujourd'hui :

« Dans les Constitutions sagement tempérées, il faut surtout veiller à ce que rien ne se fasse contre la loi et la préserver des plus petites atteintes. Car l'illégalité s'introduit sans qu'on s'en aperçoive comme les petites dépenses souvent répétées consomment les fortunes. Une règle générale dans la démocratie, dans l'oligarchie, dans la monarchie et en toute forme du gouvernement, c'est que personne ne puisse s'agrandir outre mesure. »

H. C., Marseille.

Et courrier de nos collaborateurs

AGRICULTURE ET CAPITALISME

L'évolution de l'agriculture met le paysan au cœur du problème qui

a été évoqué dans le dernier *Forum* sur l'avenir du capitalisme. A plusieurs plans.

Le paysan est atteint, lui aussi, par cette civilisation de la consommation, même si pour beaucoup elle est encore un supplice de Tantale, un « monde de délices » en vitrine encore inaccessible à cause de la faiblesse des revenus agricoles.

La pieuvre capitaliste le saisit aussi dans son activité professionnelle. On a beaucoup parlé, à la vue de tous ces tracteurs barrant les routes, du suréquipement des exploitations agricoles, de leur endettement excessif. Qui en porte le plus la responsabilité : l'exploitant pour qui la société a été incapable de mettre sur pied un enseignement technique accessible ou l'agent de la firme parfaitement initié dans l'art commercial ?

Les nécessités de l'amortissement de ces matériels ont fait éclaté la forme individuelle d'exploitation, au profit de forme plus sociétaire.

Plus profondément se développent dans le secteur agricole des formules d'intégration ou plus exactement de quasi-intégration grâce à l'initiative de sociétés financières ou commerciales, qui ont pour effet de rejeter hors des murs de la ferme, la plus grande part des décisions qui étaient de la responsabilité du chef d'exploitation d'hier. La revue *Paysans* a récemment fort bien analysé ce phénomène.

L'agriculture vit sa révolution technique. Elle découvre aussi en

abordant une période d'abondance, sa dépendance à l'égard de l'économie de marché. Cette dépendance est une sujétion : pourquoi produire plus, si les cours s'effondrent ? L'agriculture aborde sa révolution commerciale.

Les agriculteurs secouant les mythes conservateurs, s'essaient à

A NOS AMIS LECTEURS

Depuis plusieurs mois nous reportons à une date ultérieure la décision d'augmenter le tarif d'abonnement à « France-Forum ». Nous nous voyons aujourd'hui dans l'obligation de céder aux impératifs budgétaires et d'annoncer à nos amis lecteurs que le montant de l'abonnement annuel sera porté de 10 NF. à 15 NF. à compter du 15 décembre prochain.

Nos lecteurs ont par conséquent intérêt à renouveler leur abonnement ou à s'abonner au tarif actuel qui demeure valable jusqu'au 15 décembre.

faire lucidement l'analyse de leur situation. Cette analyse débouche sur une grave difficulté : comment sauver le travailleur et sa dignité, donc ses possibilités d'initiatives et de responsabilités à travers ce bouleversement inévitable et souhaitable des structures ? La partie n'est pas perdue puisque beaucoup de ruraux — surtout dans la jeune génération — se posent la question.

Michel CUPERLY.

Pour faire connaître
FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés
GRATUITEMENT

FRANCE-FORUM

Comité d'Études et de Confrontation

Jean AUBRY, Alain BARRERE, Théo BRAUN
Maurice BYE, Jean CONILH, P.-B. COUSTE, Michel DEBATISSE, Eugène DESCAMPS, Léon DU BOIS, Jacques FAUVET, François FONTAINE
Pierre FOUGEYROLLAS, Henri FRENAY, Georges HOURDIN, Georges LE BRUN-KERIS, Jacques MALLET, André PHILIP, René REMOND, Pierre-Henri SIMON, Pierre-Henri TEITGEN, Etienne BORNE, Jean LECANUET.

Rédacteur en chef : Henri BOURBON.

PHOTOS

—
Forum : L. Prat
Dossier : Hubert
Littérature : A.F.P. et Viollet
Musique : A.F.P.
Questions d'Aujourd'hui : A.F.P.
et Dalmas
—
Couverture : Associated Press

[illegible]

Prix de vente au numéro 1,50 NF
Abonnement : 8 numéros par an.. 10 NF

Le vilain Américain, de Lederet et Burdick, par G. Le Brun Keris	30
Raymond Poincaré, de Pierre Miquel, par J. Aubry	30
La VI^e République et le régime présidentiel, de Maurice Duverger, par P. Ablaud	31
Les Conciles œcuméniques, de Fernand Hayward, par Jean Chelini	32



LE REGIME EN QUESTION

UNE situation politique qui va se dégradant et, ce qui n'est pas une compensation, des pouvoirs qui se durcissent autoritairement, cette formule qui dit tristement des choses tristes pourrait résumer la chronique du régime en cette fin de l'été.

Du côté de l'Algérie, rien n'est dénoué ni tranché. La négociation n'a pu être ranimée à Lugrin. Le F.L.N. en changeant de tête a ajouté une exigence révolutionnaire à sa revendication d'indépendance, ce qui lui donne sans doute des raisons de ne pas renoncer aux méthodes du terrorisme. La communauté européenne d'Algérie s'estime trahie et, ce qui lui est plus insupportable encore, moquée, bernée, mystifiée ; elle met un espoir désespéré dans le complot permanent de l'O.A.S. La deuxième conférence de presse du général de Gaulle, en faisant du dégagement un objectif nécessaire de notre politique algérienne, avoue que la France se trouve dans une égale impossibilité de rester et de partir. L'armée, dont une cascade de procès met la sensibilité à vif, divisée entre un loyalisme d'obéissance passive, sans pensée, et les tentations de la révolte reste pour le régime qui lui doit tant une dangereuse force de subversion. Et il semble difficile que les affaires algériennes puissent être poussées à leur dénouement logique sans quelque éclat qui mettrait le régime en question.

L'impasse algérienne donne aux diverses oppositions plus d'audace pour contredire les pouvoirs et contester le régime. Le monde paysan ne renonce pas à l'action directe. Les syndicats tiennent leurs militants en état d'alerte et de mécontentement. Les parlementaires, réduits à une humiliante portion congrue, ou du moins ceux qui s'obstinent à croire encore au parlement, en sont venus à refuser de siéger et leur fronde a laissé face à face, dans une intimité tranquille et sans orages, le Premier Ministre et un parlement-croupion composé de la docile représentation U.N.R. Le gouvernement manifeste une instabilité ministérielle chronique que son dernier remaniement vient encore de souligner. Les départs d'Edmond Michelet et de Robert Lecourt ne sauraient passer pour un simple aménagement technique. Si l'ancien garde des sceaux a pour le général de Gaulle une fidélité chaleureuse et chevaleresque inentamable aux vicissitudes, ses amis ne se gênent pas pour dire qu'il a été évincé du gouvernement pour crime de libéralisme et que l'Elysée, après avoir longtemps hésité, a fini par céder aux sollicitations de Matignon. Quant aux militants du M.R.P., ils ont su dire assez haut, et le mot a fait quelque bruit, que la démission à laquelle avait été contraint Robert Lecourt avait une signification politique et qu'ils se trouvaient ainsi moins engagés dans le régime. Les partis, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne reconnaissent pas dans le fonctionnement grinçant ou systématiquement faussé des institutions la république de leur idéal ou de leur nostalgie, et même si quelque ministre de leur couleur s'attarde encore au gouvernement, leur langage est celui de la réserve, de la critique, de l'hostilité. Un régime politique qui a contre lui à peu près toutes les élites politiques n'est-il pas par cela même mis en question ?

La contradiction fondamentale du régime tient en ceci que sa force, la personnalité hors-série du général de Gaulle, est en même temps sa faiblesse. Que le Général soit une assurance unique contre la confusion, le chaos, la guerre civile le rend nécessaire dans l'immédiat mais montre à quel point nos sécurités sont fragiles et à la merci d'un hasard. La sorte de monarchie qu'il a établie est de celles qu'un régicide abattrait en tuant le monarque, et si l'attentat de la route de Colombey avait réussi, il aurait fallu ensevelir le régime en même temps que le Général. Quelles que soient les péripéties à venir, Charles de Gaulle aura deux fois sauvé la République aux jours de la Libération et en mai 1958 en faisant avorter deux

révolutions : la première communiste, la deuxième militaire et fascisante. Mais il n'a pas réussi à mettre en place des institutions, une légalité, une légitimité valables en elles-mêmes et assurées de lui survivre. Peut-il être encore ce Washington que, pour son malheur, la France n'a jamais eu, le miracle n'est pas impossible. Une suite d'échecs ne fait pas une faillite. Il y a aujourd'hui une opinion républicaine éveillée qui s'exprime dans la presse, les partis, les syndicats ; elle n'est guère satisfaite du régime ; elle déplaît au Général en le harcelant sans cesse. C'est elle qui a raison. C'est sur elle que le Général devrait s'appuyer et non sur l'inconscience des assoupis qui font confiance au grand homme en l'instituant gardien de leur sommeil. Le général de Gaulle a heureusement cédé à ce que demandaient les démocrates sur la question de l'article 16 dont l'application va être suspendue. Mais il faudrait aller plus loin et sortir de ce paternalisme politique qui n'est pas pour les Français une bonne leçon d'éducation civique. Une République qui aurait besoin d'un Protecteur n'est pas vraiment républicaine.

LE VIEIL HOMME ET L'OPINION FRANÇAISE

Le chancelier Adenauer, s'il a fait la conquête du général de Gaulle, n'a jamais eu très bonne presse chez nous et les commentateurs français des récentes élections allemandes laissent entrevoir leur satisfaction de l'échec subi par le vieil homme qui désormais doit disparaître ou composer avec des adversaires qu'il a trop malmenés et traités avec un excès de hauteur. Et certes les défauts du chancelier et de son système politique sont assez visibles. L'âge a accentué les raideurs naturelles de l'homme et s'obstiner dans le personnage, longtemps commode, du chef irremplaçable, c'est préparer à son pays une crise grave à l'heure de l'inévitable succession. Et cette vérité au-delà du Rhin n'est pas une erreur en-deçà.

Il reste cependant que l'insuccès du chancelier a quelque chose d'injuste et risque de ne pas tourner au bien commun de l'Europe et de l'Occident. Nos délicats se sont plaints de quelques traits de vulgarité qui ont enlaidi la campagne du chancelier et qu'ils ont soulignés avec une malveillance appliquée. La vérité est que cet homme sage aux prises avec la situation tragique créée à Berlin par la volonté de puissance de la Russie communiste s'est délibérément abstenu d'éveiller et d'exaspérer le nationalisme allemand. Il n'a pas répondu à la provocation par la provocation. Il a répété que la négociation sur Berlin était inévitable. D'autres n'ont pas eu le même scrupule et le chancelier pourrait bien avoir été victime du langage de modération qu'il a parlé d'un bout à l'autre de l'Allemagne fédérale. Dans ce contexte de crise internationale, le succès du parti libéral est singulièrement inquiétant. Son chef, Minder, ancien officier et avocat des criminels de guerre nazis, est, lui, un nationaliste allemand et il représente une Allemagne plus vieille et plus traditionnelle que l'Allemagne du chancelier et des chrétiens-démocrates. Ce libéralisme est fermement conservateur, peu social, plein de nostalgies nationalistes et foncièrement anti-européen. Il n'est pas jusqu'à sa dénonciation du « catholicisme politique » qui ne fasse mémoire de Bismarck et du Kulturkampf.

Le chancelier achèverait sa carrière politique d'une manière digne de son passé s'il était capable de surmonter ses préjugés antisocialistes pour prendre la tête de la grande coalition d'union nationale que requiert la circonstance. Vienne pourrait être exemplaire pour Bonn. Et on parie que les sociaux-démocrates accepteraient le vieil homme plus aisément que ne le feraient les libéraux. Ce qui est dans l'ordre naturel des choses.

Cohésion nationale et assentiment populaire

par JULES CLAUWAERT

LA montée des périls aurait-elle enfin amené l'hôte de l'Elysée à sortir de son isolement ? L'aurait-elle convaincu que les ovations des foules, au long des voyages présidentiels, ne font pas cette cohésion nationale et souvent invoquée, et qu'elles ne remplacent pas un véritable rassemblement démocratique ? Quels que soient ses mobiles, et nous laissons à d'autres l'analyse et les hypothèses, seules nous intéressent ici une attitude politique, et ses conséquences.

Nous avons vu, au début de septembre, un vieil homme confiant à quelques centaines de journalistes son chagrin de ne plus disposer, pour son pays, des moyens de la grandeur. C'était émouvant et inquiétant. Le ton était si désenchanté que l'on ne faisait plus, à propos de Berlin, le départ entre la fermeté et l'obstination orgueilleuse, et que, s'agissant de l'Algérie, il accentuait encore ce caractère de marchandage autour d'une affaire, bonne ou mauvaise, dont il conviendrait de se dégager si les inconvénients l'emportaient sur les avantages. La « hargne, la grogne et la rogne » étaient devenues « l'écume au-dessus des profondeurs ». Pendant ce temps, la querelle s'envenimait entre le gouvernement et le parlement, les organisations paysannes étaient en état de révolte et les syndicats ouvriers s'apprêtaient à mener bataille, l'Algérie était livrée chaque jour davantage aux extrémistes, la subversion s'installait dans la vie nationale, utilisant tour à tour le plastic et le miel... Après sept années bientôt de guerre en Algérie, pendant lesquelles la légalité républicaine a peu à peu cédé du terrain devant la violence, étions-nous donc, entraînés dans un engrenage fatal, arrivés au terme, depuis longtemps prévu, sinon prévenu ? La démocratie serait-elle broyée et les démocrates assisteraient-ils impuissants à son agonie ?

Il est inutile de nous étendre davantage sur les dangers d'une situation toujours explosive et, pour le moment, de revenir sur le passé avec son long cortège de fautes, d'erreurs, de petites lâchetés et de graves démissions. Si minces qu'elles soient, c'est aux chances de sauver nos libertés qu'il faut nous attacher, non pas en rêveurs, en velléitaires, ou en attentistes. Faut-il chercher le salut par une fuite en avant, en acceptant les bouleversements dont chacun admet que l'issue est imprévisible ? Ou la conjoncture étant ce qu'elle est, et le régime ce qu'il est, ne vaut-il pas mieux cultiver la moindre chance de redressement ? Or, voici que, au moins provisoirement, tout se passe comme si le pouvoir avait admis qu'on n'a pas raison contre tout le monde à la fois, et qu'il est vain de parler de cohésion nationale si l'on s'oppose dans le même temps aux moyens de la refaire. Car l'impopularité, dont M. Debré aime à tirer gloire, n'est quand même pas un critère d'autorité ou d'efficacité.

« Cela va bouger », aurait confié le général de Gaulle à ses intimes. Et l'on peut penser que ce n'est pas spécialement pour sauver le gouvernement, ni pour sortir l'U.N.R. de son isolement, mais parce qu'il s'est senti lui-même isolé dans une passe étroite et dangereuse que le chef de l'Etat a engagé une offensive d'apaisement et de regroupement. Ce furent les entrevues avec les syndicats, l'octroi du prix du lait maximum

aux producteurs, l'abandon de l'article 16, et les contacts officiellement repris avec les partis démocratiques, en tant que tels. Sans doute le président de la République avait-il conservé l'habitude de s'entretenir de temps à autre avec tel ou tel leader politique, fidèle ou grognard, de la majorité ou de l'opposition. Mais, dans l'éclat donné aux rencontres de l'Elysée, et sans en connaître les résultats, le pays a vu surtout un effort pour détendre l'atmosphère politique, pour améliorer les rapports entre l'exécutif et le législatif dans un régime qui, à la lettre de la Constitution, est d'essence parlementaire.

Le problème, cependant, n'est pas seulement d'ordre institutionnel. Et il ne suffit pas de verser de l'huile dans des rouages passablement grippés, au point qu'ils risquaient d'enrayer toute la machine. Certes, les interlocuteurs du chef de l'Etat n'ont pas manqué de faire part de leur inquiétude quant à l'avenir d'un régime dont la survie est étroitement liée à la vie d'un homme. Plusieurs événements récents ont obligé les démocrates, s'ils n'étaient déjà tentés de le faire, à s'interroger sur cet avenir : quant aux dirigeants, ils failliraient à leurs responsabilités, ils seraient impardonnables s'ils ne considéraient désormais comme une tâche essentielle d'assurer la permanence du régime républicain, au-delà des hommes, et quelles que soient les circonstances.

Les préoccupations de cet ordre ne peuvent cependant être séparées d'un contexte politique, d'autant plus que celui-ci est suffisamment alarmant : c'est dans l'immédiat que la République est menacée, et chacun ferait bien de se souvenir qu'elle le restera aussi longtemps qu'il ne sera pas mis fin au drame algérien. Il ne s'agit plus seulement de négocier la paix, fût-ce en deux mois, mais d'assurer son établissement sur le terrain, et de l'emporter sur les adversaires déclarés ou non de la République, qui ne reculeront devant rien, ils l'ont assez prouvé désormais, pour installer leur dictature, en profitant au maximum du trouble des esprits, des remous et des passions. Il est clair que le général de Gaulle a besoin du soutien de toutes les organisations démocratiques, et qu'il n'aurait guère de chance de mener jusqu'au bout sa tâche s'il n'était pas en état de faire la démonstration que la métropole est tout entière autour de lui. Le langage qu'il a employé au cours de son dernier voyage en province, où il était question de coopération franco-algérienne et de garanties aux Européens, et non pas de dégauchement et de partition, peut donner, sur ce problème essentiel, une plate-forme commune à cette cohésion nationale effectivement plus nécessaire que jamais.

Est-ce encore possible ? La cohésion ne se fabrique pas sous la contrainte ou sous la menace de la dissolution. Stabilité gouvernementale ? Loin de nous l'envie de revenir au stérile « petit jeu des partis » et des crises ministérielles. Mais la stabilité ne sert de rien si le régime est lui-même perpétuellement menacé, si le gouvernement est coupé du peuple, s'il est manifestement désarmé pour affronter des périls décisifs. Et sans doute l'heure est-elle venue de choisir entre cette stabilité et la « cohésion nationale », qui est, après tout, assentiment populaire à travers les voies de la démocratie.

LES RELATIONS INTERNATIONALES ET LA PAIX

avec

Jean FERNIOT, André FONTAINE et Maurice SCHUMANN

H. BOURBON. — Dans l'état actuel de tension des relations internationales, « France-Forum » a demandé à trois de ses collaborateurs : Jean Ferniot, chef du service politique de « France-soir » ; André Fontaine, chef du service étranger du « Monde » ; Maurice Schumann, Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, de bien vouloir faire, au cours d'un large tour d'horizon, le point des problèmes inquiétants qui se posent dans le monde.

La compétition qui oppose l'Est et l'Ouest s'inscrit malheureusement davantage dans le climat de la guerre froide que dans celui de la co-existence pacifique et donne à quelques questions, auxquelles je souhaiterais vous voir répondre, une gravité particulière. La première série de questions concerne Berlin.

Comment est, selon vous, susceptible d'évoluer l'affaire de Berlin ? Quelle solution transactionnelle pourrait être envisagée afin que Berlin ne devienne pas le foyer possible d'une conflagration universelle et sans qu'aucun des deux camps ne perde la face ? Jusqu'où l'Occident peut-il aller dans la voie d'une politique de conciliation et de concessions qui ne soit pas une politique d'abandon ou de démission ? Le résultat des élections allemandes risque-t-il de modifier d'une façon quelconque la politique étrangère de Bonn ?

Je vous demanderai ensuite de parler des nations non engagées, de la politique française à l'égard du Tiers-Monde, et de l'O.N.U.

L'opinion française et Berlin

J. FERNIOT. — J'ai lu récemment les résultats d'un sondage de l'Institut Français d'Opinion Publique. Il résulte de l'enquête que la majorité des Français ne veut pas faire la guerre pour Berlin et en même temps cette majorité estime que des reculs successifs des Occidentaux rendraient les Soviétiques de plus en plus exigeants.

Il y a dans cette réaction, a priori typiquement munichoise, une contradiction. Mais inconsciemment peut-être cette contradiction se résout dans un raisonnement sommaire.

En 1939, la guerre paraissait cruelle mais non apocalyptique. En 1961, la guerre signifie la mort générale, la mort universelle. Il faut donc résister, et fermement. Mais si un jour le monde se trouvait placé devant le dilemme, anéantissement ou servitude, quel serait le réflexe vital ? Le choix porterait vraisemblablement les hommes vers la servitude. J'ajoute que pour beaucoup de Français, il n'y a pas synonymie entre servitude et régime communiste, les uns approuvent ce système, beaucoup d'autres pensent qu'il évoluera, beaucoup d'autres encore estiment que si le communisme fait horreur à des hommes de notre génération, rien ne prouve qu'il ne sera pas assimilable pour nos enfants. Il faut dire aussi que bien des Français sont aujourd'hui convaincus qu'un mouvement historique inéluctable, d'autres diront fatal, mène le monde à cette forme de société en espérant toutefois que chaque pays l'adaptera à son génie, à ses mœurs, à ses habitudes.

Si les Français ne veulent pas se battre ou ne veulent plus se battre pour une idéologie, se battraient-ils pour la patrie ? Je crois personnellement que le sentiment patriotique, dans son sens étroit, fanatique, est en voie de disparition, et je le comprends.

En résumé, je suis donc persuadé que les Français ne veulent pas céder à l'U.R.S.S. parce qu'ils pensent que cette méthode de fermeté est la seule qui puisse maintenir l'équilibre actuel du monde. Je ne suis pas certain qu'ils resteraient dans les mêmes sentiments si le danger s'aggravait. C'est tout le problème ; même pour des antimunichois, Munich n'a plus le même sens en 1961 qu'en 1939.

Cela dit et pour en venir au problème de Berlin, tel qu'il a été formulé par Bourbon, jamais les Occidentaux n'ont eu à l'égard de l'Allemagne et pas seulement à l'égard de Berlin, une politique intelligente, active, novatrice. Ils se trouvent aujourd'hui défendre un statu

Les péripéties du dialogue Est-Ouest dominent toute la politique internationale.

quo sans avoir réfléchi à ce que l'on pourrait lui substituer ; ils sont donc, défendant ce statu quo, sans idée neuve, dans une position d'infériorité devant ceux qui en demandent la modification. La solution consisterait peut-être dans ces conditions à ouvrir une négociation de caractère beaucoup plus général où les concessions des uns pourraient être équilibrées par celles des autres.

Berlin réuni et ville libre

A. FONTAINE. — Je crois comme Jean Ferniot que la référence à Munich est mauvaise. D'abord parce que l'histoire ne se répète jamais exactement. Ensuite parce que dans l'accord de Munich, il y avait un double aspect, un aspect de relative capitulation pour gagner du temps et en même temps une arrière-pensée politique qui consistait à donner aux Allemands le champ libre à l'Est pour pouvoir se débarrasser d'eux à l'Ouest, ce qui entraîna un retournement brutal de la politique extérieure de l'Union Soviétique.

La référence à Munich n'est pas valable aujourd'hui, ne serait-ce que parce que Khrouchtchev n'est pas Hitler. Ce qui vaut tout de même de ne pas être négligé dans l'analyse de la situation. Si nous n'avions pas cédé en 1938, à Munich, nous n'aurions peut-être pas eu la guerre. Aujourd'hui, je suis convaincu que si l'Occident tient bon, il n'y aura pas la guerre pour Berlin. Pour une bonne raison, c'est que M. Khrouchtchev a parfaitement conscience du point jusqu'où il peut aller. Sta-

line avait dit jadis à Eden : « Je ne suis pas comme Hitler, je n'irai pas trop loin » et M. Khrouchtchev a déclaré dans un discours au mois d'août : « Dans mon jeune temps, j'étais ouvrier métallurgiste et je sais parfaitement comment faire refroidir un métal chauffé à blanc. » Je suis convaincu que, le moment venu, il saurait effectivement, si cela était nécessaire, faire refroidir le métal. Est-ce dire qu'il ne faille rien faire et se cramponner aux positions traditionnelles en attendant que les Russes, constatant le peu d'effet de leurs menaces, se « dégonflent ». C'est la position, me semble-t-il, du Gouvernement français et je la crois assez dangereuse. Je la crois assez dangereuse parce que d'abord les fondements juridiques de la position occidentale, qui sont bons en eux-mêmes, ont de moins en moins de résonance dans l'opinion. Quand les Russes vous disent que les accords qui datent de 1945 et qui s'inscrivaient dans le cadre de la substitution au régime hitlérien d'une occupation quadripartite sont devenus anachroniques, il faut bien dire qu'ils ont pour eux au moins l'apparence du bon sens. Et quand les mêmes Russes nous accusent de ne pas vouloir sincèrement une réunification de l'Allemagne par des élections libres, ils n'ont pas tout à fait tort. Mais ce qui est grave, dans la situation actuelle, c'est la prétention des Russes à substituer à un régime qui les gêne ou qu'ils utilisent comme moyen de pression un autre système qu'ils entendent purement et simplement nous imposer par un chantage à la guerre mondiale.

Si nous cédions dans cette occurrence, nous répandriions chez les Russes la conviction que nous avons

peur d'eux et nous les inciterions à recommencer. Ce qu'on peut craindre, c'est que l'opinion occidentale prise dans le dilemme, ou bien la guerre mondiale pour défendre des droits anachroniques, ou bien une certaine sorte de capitulation, ne choisisse la seconde branche de l'alternative.

C'est pourquoi, il me semble qu'il est du devoir des dirigeants occidentaux de réviser complètement leur at-

Ce que je crois donc, c'est qu'il faut lancer un plan, encore une fois très simple, voire simpliste, même en sachant qu'il s'élèvera des objections de l'autre côté, mais un plan qu'il sera difficile de réfuter avec les arguments du bon sens. Il me semble que la fameuse proposition du sénateur américain Mansfield tendant à la réunification des deux moitiés de Berlin, qui seraient ensuite transformées en ville libre et où l'on pourrait installer le siège de l'O.N.U., irait tout à fait dans ce sens et, même s'il faut l'abandonner par la suite, cela représenterait une concession qui ne coûterait pas cher.

Après tout, la politique soviétique consiste toujours à demander la lune pour avoir de temps en temps un petit morceau de terre.

Le sénateur Mansfield vient en outre d'envisager la possibilité d'une reconnaissance de la frontière Oder-Neisse et d'une reconnaissance de facto de la R.D.A.

Encore une fois, il me semble que l'Occident se mettrait dans une meilleure position pour une négociation, que l'opinion mondiale imposera très probablement sinon certainement, si ses représentants arrivaient à la table de la conférence avec quelques thèses aussi tranquillement élémentaires que celle du leader démocrate Mansfield : Berlin réunifié et transformé en ville libre.

En ce qui concerne les élections allemandes, je ne pense pas qu'elles entraînent une réorientation radicale de la politique étrangère de Bonn. Pour l'instant encore, à mon humble avis, l'Allemagne occidentale sera un protectorat américain gouverné pour l'essentiel de Washington. Je m'en félicite d'ailleurs...

Respect du statu quo territorial à Berlin

M. SCHUMANN. — Je ne crois pas que Jean Férriot ait posé très exactement le problème de Berlin. En premier lieu, quand il souligne que le communisme peut nous faire horreur, mais ne fera pas nécessairement horreur à nos enfants, il oublie le phénomène qui est, à mon avis, peut-être le plus important de l'après-guerre. La preuve a été faite et pas seulement à Varsovie, à Budapest et à Berlin-Est que les jeunes générations qui n'ont jamais connu d'autre régime que le régime communiste sont précisément celles qui, dans les nations captives, se dressent le plus volontiers et le plus énergiquement contre le régime. En second lieu il n'est pas vrai de dire que nous avons le choix entre l'anéantissement et la servitude. Cette formule prise au pied de la lettre signifie qu'une puissance déterminée se lance vers nous et nous dit : « Je vous laisse le choix, je vous enferme dans une alternative qui a deux branches : première branche je vous anéantis, deuxième branche je vous réduis en servitude. »

Cette situation est précisément celle en présence de laquelle nous ne nous trouvons pas, car l'Union Soviétique n'a pas le pouvoir de nous anéantir sans être anéantie elle-même. Oublier en 1961 ce facteur essentiel, c'est se situer délibérément et inutilement dans une perspective authentiquement dérisoire. Il en irait bien entendu autrement si l'Europe était livrée à ses seules

André Fontaine.

titude sur Berlin en rendant claires pour le Kremlin et pour l'opinion les raisons pour lesquelles ils ne peuvent accepter la solution de Berlin-Ouest, ville libre, que proposent les Russes et en suggérant eux-mêmes de leur côté un petit nombre de mesures simples qui puissent rencontrer l'approbation générale tant dans le public des grandes démocraties que dans les pays neutralistes. A cet égard, une parfaite illustration de ce qu'il ne faut pas faire a été donnée par le plan occidental de 1959. C'était un document extrêmement complexe qui répondait à la plupart des préoccupations dont fait généralement état le Kremlin, mais qui ne contenait pas une seule idée force. Il a contribué à répandre l'idée, en grande partie fautive, selon laquelle l'Occident n'a jamais rien fait pour essayer de résoudre le problème allemand.

forces si, comme M. Khrouchtchev le déclarait récemment, la France, l'Angleterre, l'Allemagne Occidentale étaient en quelque manière ses otages. Nous serions, en effet, ses otages si les Etats-Unis étaient bien résolus en tout état de cause à ne pas exposer leur propre territoire aux risques d'annihilation et s'il y avait par conséquent une sorte d'accord tacite entre les deux géants pour transformer l'Europe occidentale, et elle seule, en champ de bataille, et plus particulièrement en champ de la bataille nucléaire. Or, tout démontre qu'il n'en est plus ou qu'il n'en est pas ainsi. Ferniot a parlé tout à l'heure d'un « gallup » français, mais a-t-on examiné attentivement le gallup américain ? 67 % des citoyens américains approuvent la politique de fermeté de M. Kennedy à l'égard de l'Est et 17 % lui reprochent de ne pas aller encore assez loin ; des mesures financières ont été prises avec l'accord du Congrès, 200.000 réservistes ont été rappelés, ce qui signifie que tous les Etats américains ont été plus ou moins touchés, toutes ces dispositions ont pu être arrêtées sans se heurter à aucune opposition quelle qu'elle soit. Ainsi M. Kennedy peut compter sur l'appui massif de l'opinion américaine pour défendre jusqu'au bout la politique dont il a clairement dessiné les contours à Vienne quand il a rencontré M. Khrouchtchev. En quoi consiste cette politique ? M. Kennedy n'a nullement dit à M. Khrouchtchev que toute modification quelle qu'elle soit au statu quo entraînerait la guerre nucléaire. Aussi bien n'était-ce déjà pas la position que trois des quatre ministres des Affaires étrangères, les trois ministres occidentaux, avaient soumise au quatrième, c'est-à-dire au ministre des Affaires étrangères de l'Union Soviétique à Genève en 1959. Déjà à ce moment-là de très importantes concessions, de très importantes modifications du statut de Berlin avaient été admises ou même proposées : diminution des effectifs pourtant déjà très faibles des garnisons occidentales, interdiction sous bénéfice de réciprocité des propagandes dites subversives, interdiction de tout armement atomique, même tactique, aux garnisons occidentales à Berlin-Ouest, etc. Mieux, nous avions pratiquement accepté la substitution des agents de la D.D.R. aux soldats soviétiques pour ce qui concerne le contrôle des voies de communication terrestres, fluviales et aériennes entre la République Fédérale et Berlin-Ouest, mais à la condition que l'Union Soviétique demeurât responsable vis-à-vis de nous de tous les incidents éventuels.

Pas plus en 1961 qu'en 1959, la position de l'Occident n'est une position parfaitement rigide, ni une position d'intransigeance absolue et de défense inconsidérée d'un statu quo considéré comme juridiquement inaltéré. Mais ce que M. Kennedy a dit à M. Khrouchtchev, c'est en substance ceci : « Nous n'accepterons pas, nous ne pouvons pas accepter que la liberté des communications entre Berlin-Ouest et la République Fédérale soit entravée. Vous parlez vous-même d'une ville libre : que serait une ville libre où personne ne pourrait entrer et d'où personne ne pourrait sortir ? Que serait une ville libre où prétendument libre où une puissance extérieure à cette ville s'arrogerait le droit d'interdire, en violation des accords conclus par elle-même,

la liberté de circulation ». Si donc M. Khrouchtchev signe un traité de paix séparée avec la D.D.R. (ou Allemagne de l'Est), c'est-à-dire avec lui-même il ne s'ensuivra pas une crise internationale de première grandeur. La crise internationale de première grandeur surgira le jour où la D.D.R., soutenue par la puissance de l'Union Soviétique, prétendra interdire ou limiter la liberté de circulation entre Berlin-Ouest et la République Fédérale, ce qui conduirait à l'asphyxie de Berlin-Ouest. Cette constatation de fait m'amène à réfuter le dernier des arguments de Jean Ferniot.

Nous n'avons pas, a-t-il dit, de politique novatrice à l'égard de l'Allemagne. C'est bien la première fois que j'entends dire cela. Aussi bien les partisans que les adversaires de la politique inaugurée en 1949 par Robert Schuman lui ont précisément reproché d'être beaucoup trop novatrice. Cette politique est d'une extrême précision. Elle a un but que M. Mendès-France a un peu caricaturé, mais assez exactement défini le jour où prenant la grave responsabilité de provoquer le rejet de la Communauté Européenne de Défense, très exactement le 30 août 1954, il a dit : « La C.E.D. avait l'avantage d'enchaîner l'Allemagne à l'Occident. » Notre problème est en effet de lier, sinon d'enchaîner l'Allemagne à l'Occident et c'est tout le but de la politique essentiellement novatrice qui a été pratiquée depuis 1949. Or que resterait-il de cette politique si la preuve était faite à propos de Berlin-Ouest que la garantie atlantique est fragile, précaire et révocable. Que resterait-il de cette politique si Berlin-Ouest, quelques semaines après l'acte unilatéral du 13 août, par lequel l'Union Soviétique a fait retomber le rideau de fer sur la ligne qui sépare les deux parties de Berlin, l'ensemble des Allemands, mieux, l'ensemble des peuples qui sont ou se croient à l'heure actuelle protégés par la garantie Atlantique avaient la preuve que devant le premier test la volonté occidentale a fléchi. Il arriverait tout aussitôt que M. Khrouchtchev se tournerait vers le Chancelier de la République Fédérale et lui dirait : « Vous voyez bien que l'Union Soviétique a entre les mains les clés de l'unité allemande et que personne d'autre ne les possède, vous voyez bien que la protection qu'on vous avait promise était chimérique, vous n'avez plus d'autre solution que de vous engager dans la voie d'un accord bilatéral avec nous », et alors un nouveau pacte germano-soviétique suivrait le nouveau Munich.

Vous vous rappelez ce qu'a été la suite immédiate du premier pacte germano-soviétique. Je précise d'ailleurs que le neutralisme étant contagieux et le problème stratégique de la défense européenne n'étant pas simple, il est infiniment probable que la situation ne s'arrêterait pas là dans une première phase, que nous nous retrouverions devant le problème tragique dont nous ne nous sommes affranchis qu'au prix de deux terribles guerres, c'est-à-dire la présence permanente sur le Rhin d'un péril imminent et dans une deuxième phase il est possible, sinon probable, qu'abandonnés par les Etats-Unis parce que nous nous trouverions au bord occidental d'un continent devenu indéfendable, nous serions nous-mêmes rejetés vers le neutralisme. Voilà le véritable enjeu, voilà

la véritable conséquence d'une capitulation et, je le répète, d'une capitulation d'autant plus impensable qu'à l'heure présente l'équilibre des forces existe et que le choix n'est pas entre notre anéantissement et notre servitude, mais entre notre asservissement et l'anéantissement de tous.

Une proposition a été faite par André Fontaine qui me permet de préciser davantage ma pensée. André Fontaine pense que l'Occident n'a pas mené une politique novatrice spécialement à l'égard du problème de Berlin pris isolément. Il estime que les contrepropositions auxquelles nous avons songé ne sont pas de nature à régler le problème, qu'au surplus elles ont quelque chose d'équivoque et qu'enfin elles n'ont pas ce caractère spectaculaire qui les rendent, comme disent les Américains, vendables à l'opinion publique en général et à l'opinion du Tiers monde en particulier. Aussi fait-il une suggestion précise : Pourquoi, dit-il, l'Occident ne proposerait-il pas la réunification non pas de l'Allemagne, mais de Berlin, et la substitution au régime actuel de Berlin-Ouest, non pas d'un nouveau régime particulier à Berlin-Ouest, mais d'un régime étendu à l'ensemble de l'ancienne capitale allemande où par exemple l'Organisation des Nations Unies pourrait s'installer et où, sous la protection de l'Organisation des Nations Unies, les Berlinoises, tous les Berlinoises et non pas seulement une partie d'entre eux pourraient bénéficier de l'autodétermination. Je crois que la proposition formulée par André Fontaine est le type même de celles qui sont inacceptables pour M. Khrouchtchev. J'ai plus loin, moi, que nul ne suspectera de sympathie ou de tendresse même secrète pour le communisme ou pour le neutralisme, je crois qu'elle est le type même de la proposition que nous n'avons pas le droit de lui soumettre. Pourquoi ? Il y a deux manières de négocier : la première consiste, et c'est celle que je préconise, à refuser tout recul, tout nouveau recul de l'Occident par rapport à la ligne défensive qu'a tracée le Pacte de l'Atlantique. La seconde consiste à en revenir à ce qui était initialement la politique de Foster Dulles, c'est-à-dire à vouloir substituer comme on dit en anglais la « repulsion » au « containment », à vouloir faire reculer le communisme au lieu de vouloir consolider l'actuel statu quo. Eh bien ! je crois qu'une politique définie par le mot anglais « repulsion » comporterait pour M. Khrouchtchev de tels périls qu'il se verrait alors obligé d'envisager l'hypothèse à laquelle, j'en ai la conviction, il n'a pas jusqu'à présent sérieusement songé un seul instant, je veux dire l'hypothèse de la guerre. On me dira : quoi ? c'est parce que les habitants de Berlin-Est, qui n'est après tout qu'une goutte d'eau dans l'océan du communisme, bénéficieront de l'autodétermination que l'immense empire communiste se trouvera menacé ? réponse oui. Le communisme n'est pas un colosse aux pieds d'argile, mais le communisme est un colosse constamment menacé, travaillé de l'intérieur par le démon de la liberté. Le 17 juin 1953, les ouvriers de Berlin-Est se sont révoltés sur la Stalin Allee, leur geste a été assez contagieux pour que bientôt il y eut une manifestation, sinon une révolte ouvrière à Poznan, puis dans la banlieue de Prague dans les usines Staline, autrefois connues sous le nom d'usines Skoda, et puis

ce fut Budapest. Et vous n'êtes pas sans savoir que Varsovie a failli, en novembre 1956, être un autre Budapest. Si demain Berlin-Est, si petit que Berlin-Est soit, bénéficie de nouveau de la liberté de la presse, de la liberté des partis, de la liberté syndicale, si au rideau de fer est substitué le courant d'air, ne nous faisons pas d'illusions, et M. Khrouchtchev ne se fait pas d'illusions, la contagion de la liberté gagnera progressivement l'immense empire soviétique et le sentiment sera créé partout et notamment dans cette jeunesse qui, contrairement à ce que croit Jean Ferniot, n'est pas résignée, que l'asservissement n'est pas irréversible. C'est exactement ce que nous ne pouvons pas demander à l'heure actuelle à M. Khrouchtchev. Nous devons donc nous orienter vers une négociation fondée sur la consécration du statu quo territorial. Une négociation dont l'esprit général me paraît, avoir été indiquée par le général de Gaulle le jour où, le premier en Occident, il s'est prononcé pour la reconnaissance de la frontière de l'Oder-Neisse, bref pour une négociation fondée sur la notion du containment mutuel.

En revanche, si André Fontaine se place du point de vue de la propagande, comme il convient à un excellent journaliste, du point de vue de la tactique, alors je ne peux que lui donner raison et je suis tout prêt à souscrire à sa proposition à la condition qu'il ne croit pas lui-même un seul instant à ses chances de succès. Au surplus, nous n'oublions pas que s'il est très important de faire impression sur le Tiers monde et les non-engagés, c'est sur M. Khrouchtchev et sur l'Union Soviétique qu'il s'agit à l'heure actuelle de faire d'abord impression pour sauver la paix.

Le Tiers Monde, les non-engagés, l'O.N.U.

H. BOURBON. — Les derniers mots de Maurice Schumann nous amènent par une transition toute naturelle aux problèmes du Tiers Monde et du neutralisme. Voici quelques questions que je vous propose d'examiner à leur propos.

Le groupe des pays neutralistes tel qu'il s'est défini à la conférence de Belgrade et dont Claude Bourdet a écrit qu'il constitue une force de frappe morale, apporte-t-il des données nouvelles dans les rapports internationaux et est-il capable de faciliter une détente entre l'Est et l'Ouest ? Les nations qui se veulent non engagées n'ont-elles pas à l'égard de l'Est une indulgence difficilement compatible avec un neutralisme d'autant plus positif qu'il serait plus objectif, c'est-à-dire avec une véritable neutralité ?

La politique de la France vis-à-vis des pays du Tiers monde vous paraît-elle bonne et dans le cas contraire que devrait-elle être ?

A. FONTAINE. — Il est justifié de poser, comme l'a fait Bourbon, une question à propos du rôle que peuvent jouer les pays neutralistes, singulièrement après la conférence de Belgrade et la mort de M. Hammarskjöld.

En effet, dans les conditions actuelles de l'équilibre thermo-nucléaire, on peut admettre que les deux blocs se neutralisent l'un l'autre sur le plan militaire. Et quand, par hasard, l'un d'eux avance une proposition, qui dans son esprit est de nature à détendre réellement l'atmosphère, la réaction immédiate de l'autre bloc est de chercher quel piège peut bien recéler cette initiative.

Dans ces conditions, les pays qui sont entre les deux blocs disposent, en dépit de leurs faibles moyens matériels, d'un pouvoir d'arbitrage incontestable. Il me paraît donc légitime que l'on cherche, comme les Américains le font, à se concilier les faveurs de ce troisième bloc qui, d'ailleurs, est bien loin de présenter les caractéristiques d'un bloc uni.

En France, en particulier, beaucoup de gens ont tendance à considérer les non-engagés comme de simples crypto-communistes. On l'a dit dans le passé de Nasser, de Kassem, de Sekou Touré et même de Nehru. L'expérience a souvent prouvé depuis lors l'erreur de ce diagnostic.

Ce qui est sûr, c'est que :

1) Les Soviétiques poussent activement au « dégage-ment » dans tous les pays dépendant d'une manière ou d'une autre du bloc occidental. Ils pensent ainsi affaiblir ce bloc et ils pensent aussi que les régimes neutralistes n'arrivant pas à résoudre leurs problèmes intérieurs se tourneront tôt ou tard vers le communisme.

2) En réalité, les neutralistes ne veulent pas devenir communistes, mais ils considèrent que dans une large mesure, dans la phase actuelle, le communisme est moins dangereux pour eux qu'un retour offensif de la domination coloniale.

D'autre part, ils ont une espèce de complaisance intellectuelle à l'égard du communisme et une certaine fascination à l'égard de ses méthodes. Il en résulte que chaque fois qu'ils s'interposent entre l'Occident et le monde communiste, ils demandent à l'Occident de faire l'essentiel des concessions.

Cependant la conférence de Belgrade a montré que jusqu'à présent dans la crise de Berlin un certain nombre de pays non engagés refusent d'appuyer les thèses soviétiques puisque c'est en vain que le Ghana et quelques autres ont essayé de faire adopter une résolution préconisant la reconnaissance de deux Etats allemands.

Cela dit, je pense que dans le cas où par suite d'une poursuite de l'opération de « bluff » engagée par M. Khrouchtchev, des incidents armés se produiraient dans les couloirs aériens de Berlin, l'intervention pacifique des neutres aiderait probablement les deux parties à entrer en négociation sans que ni l'une ni l'autre ne perde la face.

Il est nécessaire, dans ce rapide tour d'horizon des problèmes internationaux, d'insister sur le très grand rôle que la France aurait la possibilité de jouer vis-à-vis du Tiers-monde en raison de son passé libéral, de son rôle culturel. Elle bénéficie certainement, à première vue, de grandes sympathies auxquelles ne peu-

Maurice Schumann.

vent prétendre ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S., qui sont trop puissants, ni l'Angleterre, qui passe pour insuffisamment désintéressée.

Mais les conditions dans lesquelles la France a résolu le problème universel de la décolonisation rendent malheureusement difficile, à l'heure actuelle, d'exploiter le capital de sympathie qu'elle conserve à n'en pas douter dans beaucoup de parties du monde. Il ne faut pas oublier qu'aujourd'hui nous sommes sans relations diplomatiques avec la plupart des Etats arabes et que sur les trois chapitres de l'Algérie, des essais atomiques au Sahara et de Bizerte, des majorités imposantes ont été réunies aux Nations Unies contre nous.

J'ajoute que régler le problème algérien n'est pas facile même en paroles, mais qu'il est difficile, comme on l'a fait dans le cas de la Tunisie, comme il semble qu'on veuille le faire aussi dans celui de l'Algérie, de mettre des conditions à l'indépendance et en particulier de prétendre conserver contre sa volonté, sur le sol du pays devenu indépendant, des bases militaires.

J'ai le souvenir d'avoir assisté, en 1954, à New York, à une séance de l'assemblée de l'O.N.U. où M. Mendès-France avait reçu de la part des représentants du Tiers monde une véritable ovation.

Je ne désespère pas qu'une fois la guerre d'Algérie

terminée, il sera possible de renouer avec tous ces pays des liens qui sont au fond dans la nature des choses.

J. FERNIOT. — A propos des pays du Tiers monde, je pense comme Fontaine que la France, si elle s'appuyait davantage sur son passé que sur son présent, pourrait jouer un rôle capital. On entend dire parfois en Occident que le plus mauvais coup que l'on pourrait faire à l'U.R.S.S. serait de lui abandonner ces pays. Elle serait alors incapable de faire face à ses charges nouvelles et gigantesques et le Tiers monde se retournerait, assagi, vers les puissances nanties.

On entend dire aussi, du même côté et de l'autre cette fois, que le Tiers monde représente un potentiel de forces considérables qu'il conviendrait donc de domestiquer au profit des grandes puissances de l'Est ou de l'Ouest, et là c'est une réponse directe à la question posée. Est-ce que la France ne pourrait pas aider à choisir une troisième voie pour ce troisième monde ? Offrir son aide, mais aussi ses conseils, sans être accusée de paternalisme colonialiste et devenir un élément déterminant du non-engagement, qui serait alors fondé sur une Europe placée entre les deux blocs ? Mais pour cela il faudrait en finir avec la guerre d'Algérie.

On suspecte volontiers en Occident les pays du Tiers monde d'une amitié coupable avec les pays de l'Est. Cette critique est-elle fondée ? Peut-être, du moins en apparence ! Il faut bien se dire que l'Occident représente pour ces pays les puissances colonialistes, ex-colonialistes, ex-colonisatrices, tandis que l'Est représente les puissances qui ont assimilé leur propre colonisation, je veux parler de la politique soviétique à l'égard des républiques musulmanes.

Mais si nous voulons en Occident alors reprendre les avantages que nous avons perdus, il faut mener résolument une politique nouvelle et cette observation vise particulièrement la France qui, dans le concert des puissances occidentales, est le seul pays qui ait encore à subir d'épouvantables charges comme celles de la guerre d'Algérie. Une féconde politique française à l'égard du Tiers monde ne peut se développer qu'après un point final mis à la guerre d'Algérie. Ce dramatique conflit, certes, ne dépend pas de la France seule, il dépend aussi de nos adversaires. On peut espérer que dans les mois qui viennent une solution sera finalement trouvée, soit par la négociation immédiate, soit par des moyens divers auxquels le F.L.N. pourrait se rallier. Mais tant que cette solution ne sera pas intervenue, avec bien sûr tous les dangers qu'elle comporte pour la France, notre pays ne pourra jouer aucun rôle non seulement auprès des nations arabes, mais encore auprès des autres nations du Tiers monde. On l'a vu à propos du conflit de Bizerte où la France s'est trouvée complètement isolée du fait de sa politique. La France a été abandonnée dans cette affaire non seulement des pays de l'Est et des pays du Tiers monde, mais encore des pays africains d'expression française qui sont pourtant attachés à nous par mille liens. La preuve est faite qu'entre l'amitié des

intérêts et les liens sinon du sang, du moins d'une opposition à une politique colonialiste, vieille de nombreuses années, les pays africains n'hésitent pas.

H. BOURBON. — L'Organisation des Nations Unies, à l'égard de laquelle le gouvernement français adopte parfois une attitude où le scepticisme se mêle à la désinvolture, vous semble-t-elle en mesure de remplir sa mission qui est de sauvegarder la paix ? La fin tragique de M. « H. » est-ce la fin de l'O.N.U. ?

J. FERNIOT. — Il est facile, il est trop facile de brocarder les assemblées internationales. Déjà j'avais entendu Georges Bidault, il y a quelques années, s'indigner que la voix de l'Arabie Séoudite compte autant que celle de la France dans une assemblée internationale. Les mêmes hommes condamnaient autrefois les attaques de Mussolini contre la S.D.N. Certes, nous en sommes tous d'accord, des réformes sont nécessaires, indispensables même pour assurer le bon fonctionnement de l'O.N.U. Mais on peut se demander si ces réformes on les obtiendra en boudant cette organisation ou en cherchant à la ridiculiser.

Plus adroits que nous, les Soviétiques, les Américains, les Britanniques utilisent l'O.N.U. Il arrive parfois que la France puisse présenter des dossiers solides ou une défense valable. Puisque le droit, paraît-il, était pour nous à Bizerte, pourquoi n'avons-nous pas cherché à le faire triompher dans une assemblée internationale après l'avoir fait triompher par les armes ?

Enfin, l'O.N.U. qui est une gigantesque machine avec de grandes imperfections, est aussi un carrefour mondial d'une extrême importance. Elle offre une tribune à tous ces pays du Tiers monde que les dirigeants français commettent la grande erreur de négliger. C'est peut-être là un des réflexes colonialistes le plus grave. Nous faisons en quelque sorte du paternalisme, mais nous ne pouvons pas admettre que les pays qui ont récemment été admis à l'indépendance aient liberté de manœuvre et d'initiative.

Pourtant, ces pays existent et l'expérience prouve qu'ils comptent pour beaucoup grâce à l'O.N.U. Est-ce une raison pour condamner les Nations Unies et s'imaginer-on en agissant ainsi que ces pays nous feront confiance pour établir ce « directoire des grandes puissances » et lui confier leurs intérêts ?

Les récents événements nous prouvent la fragilité relative de l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi que la mission de M. Hammarskjöld au Congo s'est terminée de la manière tragique que l'on sait et l'on n'a pas fini d'épiloguer sur le rôle des Nations Unies pour rétablir la paix quand un conflit localisé éclate dans le monde. On peut évidemment penser que ce n'est pas en faisant la guerre au Katanga que l'on peut rétablir la paix au Congo !

J'ai été frappé après la mort de M. Hammarskjöld quand les Nations Unies ont commencé à discuter du

problème de son remplacement, de la prudence avec laquelle le délégué tunisien chargé de la présidence, a décliné les responsabilités de secrétaire général dans la mesure où la thèse américaine et la thèse soviétique sont complètement divergentes.

Je suis donc amené à constater, quelle que soit l'importance intrinsèque de l'O.N.U. et du rôle qu'elle peut jouer dans les conflits mondiaux lorsqu'ils sont localisés, combien cette importance de l'O.N.U. est limitée par la rivalité entre les deux blocs. Il semble bien que finalement il ne puisse avoir de paix réelle que dans la mesure où sur un problème posé les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont d'accord. Lorsque, dans ce système d'équilibre précaire dans lequel nous vivons, les Etats-Unis et l'Union Soviétique sont en rivalité, chaque point de friction dans le monde est considéré comme un abcès de fixation que chacun des adversaires essaie d'utiliser ou de tirer profit ; dans ces conditions, l'O.N.U. se voit nettement paralysée.

Mais je ne pense pas que ce soit en ridiculisant l'O.N.U. ou en diminuant son importance qu'on résoudra ce problème des divergences, des difficultés, des rivalités entre les deux blocs. C'est peut-être en renforçant le rôle de l'O.N.U., et en s'appuyant sur les pays du Tiers monde pour servir d'intermédiaires, que l'on pourra résoudre cette question.

A. FONTAINE. — Personnellement, je déplore profondément l'attitude prise par le gouvernement français à l'égard des Nations Unies. Certes, on peut partager son scepticisme quant à l'efficacité de cette organisation et son irritation quant à certaines de ses décisions, car il est d'évidence que l'O.N.U. a du mal à faire la distinction entre la paille et la poutre.

Cela dit, la désinvolture que la France témoigne vis-à-vis de l'institution internationale est prise par beaucoup de ses membres comme une marque de mépris à leur égard, et les susceptibilités nationales ne sont pas moindres que les susceptibilités personnelles.

Quant à savoir si l'O.N.U. peut sauver la paix, je répondrai oui et non. Elle est en mesure — si du moins on peut la sauver du désastre qu'a été la mort de M. Hammarkjoeld — de rendre de nouveau service pour circonscrire, puis réduire, des conflits locaux. Quant à croire qu'elle pourrait aujourd'hui établir les conditions d'un règlement définitif entre l'Est et l'Ouest, c'est évidemment pure illusion. Ce qu'il faut, à mon sens, c'est conserver la conviction que la société internationale a besoin, tout comme les sociétés nationales, d'être organisée. Le rétrécissement de la planète, son surpeuplement, l'immensité des tâches ouvertes par les nouvelles perspectives de la science, exigent une vraie coopération mondiale. Mais celle-ci ne sera évidemment possible que le jour où des deux côtés et spécialement du côté soviétique, on se rendra compte que les idéologies du XIX^e siècle ne fournissent pas de réponse aux problèmes du XX^e.

Neutralisme et neutralité

M. SCHUMANN. — Comme Jean Ferniot et comme André Fontaine, je crois que la décolonisation ne peut pas être pratiquée à moitié. A partir du moment où on s'est engagé dans cette voie, où l'on a, avec la hardiesse dont le général de Gaulle a fait preuve, épousé son temps il faut en accepter toutes les conséquences. Je vais être plus précis : dans un discours récent, le premier qu'il

Jean Ferniot.

ait prononcé en qualité de président du G.P.R.A., le successeur de Ferhat Abbas, Ben Khedda, a presque simultanément parlé de coopération avec la France et de révolution algérienne. On a retrouvé à travers ses propos l'idée, paraît-il fondamentale, des dirigeants, au moins des dirigeants intellectuels du F.L.N., de sacrifier la révolution à rien, ne pas même sacrifier la révolution à la paix, ce qui explique peut-être la continuation de la guerre. Je crois moi aussi, et je dirais même moi surtout, que si nous voulons aboutir à un véritable accord d'association, il faut non seulement associer l'Algérie à

la France, mais en un sens associer la révolution algérienne à la France, c'est-à-dire déclarer très franchement et très nettement à nos interlocuteurs, le jour où la négociation reprendra : « Vous voulez faire une révolution. De deux choses l'une. Ou vous ferez cette révolution en sacrifiant l'homme, non pas seulement l'homme européen mais aussi l'homme musulman, vous ferez cette révolution selon la loi des pyramides, vous ferez cette révolution en soumettant le peuple algérien pour 50, 60 ou 100 ans et sous couleur de lui préparer pour plus tard un meilleur avenir, à un régime qui est le régime du knout. Je pense que ce n'est pas dans cette voie que vous voulez vous engager, nous pensons que ce n'est pas dans cette voie que vous voulez aller. Ou bien alors vous voudrez transformer économiquement, socialement l'Algérie, la métamorphoser même, sans sacrifier pour autant les libertés fondamentales, mais au contraire en les développant, et alors il faudra bien que vous recherchiez l'aide sur le plan économique et sur le plan social, à l'Occident. C'est ainsi que pour notre part nous concevons l'association et nous sommes prêts à nous engager dans cette voie et par conséquent à aider l'Algérie associée à faire ses premiers pas dans la voie de l'indépendance, certes, mais aussi à faire sa révolution selon son génie propre mais justement selon son génie propre et non pas selon un génie importé de l'Est. »

Reste le problème dit du non-engagement. On peut imaginer une Afrique noire, une Algérie, un Maghreb dans son ensemble, associés à la France et à l'Occident comme le sont par exemple aujourd'hui la quasi-totalité des Etats africains d'expression française. On peut imaginer une coopération technique fructueuse qui permette un développement économique et social audacieux, mais on ne peut pas imaginer qu'une Algérie indépendante, une Tunisie, un Maroc, même disons-le franchement, un Madagascar ou un Sénégal s'alignent sur la politique extérieure de la France ou de l'Angleterre ou de l'Italie ou de la République fédérale et adhèrent par exemple au Pacte de l'Atlantique. C'est dans l'immédiat, tout au moins, impensable. Trouver un dénominateur commun avec ce tiers-monde, c'est donc adopter une politique déterminée à l'égard de ce qu'il est convenu d'appeler le non-engagement.

Qu'il me soit permis de rappeler d'abord que s'il y a des non-engagés dans le monde c'est parce que les Etats-Unis sont engagés. Du jour où il n'y aurait plus d'engagement des Etats-Unis il n'y aurait plus d'équilibre entre l'Est et l'Ouest et l'asservissement à l'idéologie et à la tutelle orientales, que la plupart des pays décolonisés ont refusé, on l'oublie trop souvent, deviendrait pour eux une nécessité de fait à laquelle ils ne pourraient pas se soustraire. Je crois qu'envers les pays non engagés, nous pouvons adopter une politique très précise qui consiste à accepter la neutralité en l'opposant au prétendu neutralisme. Au cours d'une interview récente qu'il accordait au journaliste américain Walter Lipmann, Nikita Khrouchtchev disait qu'il n'y a pas de neutres dans le monde : « Si je n'accepte pas que le désarmement soit soumis au contrôle d'un organisme neutre c'est parce qu'il n'y a pas de neutres. Si je n'accepte pas qu'il y ait un secrétaire gé-

néral des Nations Unies et si je veux lui substituer une troïka composée d'un secrétaire général nommé par l'Est, d'un secrétaire général nommé par l'Ouest, et d'un secrétaire général nommé par le tiers-monde, c'est parce qu'il n'y a pas de neutres. Aussi bien M. Hammarskjöld a-t-il fait la preuve par son attitude à l'égard de l'affaire congolaise, disait M. K., qu'il n'y a pas de véritable neutralisme. » Vous savez, en effet, j'ouvre cette parenthèse, que selon M. K. la politique de M. H. était une politique indirectement anticommuniste qui avait pour but de faire de l'O.N.U. un pôle d'attraction démocratique pour les pays récemment décolonisés qui hésitent entre l'Est et l'Ouest et qui pourraient être ainsi soustraits à l'attraction soviétique. Je laisse à M. K. la responsabilité de cette dialectique qui peut paraître contredite par certains événements et notamment par certaine tragédie récente, mais je constate que la philosophie communiste non seulement répudie la neutralité mais en conteste la possibilité. Du fait même qu'elle la conteste, je pense que l'Occident doit la reprendre à son compte. Après tout, qu'a fait l'Occident pendant la première guerre mondiale, sinon protéger la neutralité de la Suède et de la Suisse ? Qu'a fait en tout cas l'Occident pendant la seconde guerre mondiale sinon protéger efficacement la neutralité de la Suisse, celle de la Suède, celle de l'Irlande pour parler de deux des pays dont les soldats, après avoir eu le rare privilège de demeurer absents des champs de bataille de la seconde guerre mondiale, sont allés pour certains d'entre eux mourir au Katanga dont les habitants ne leur demandaient rien sinon de les laisser tranquilles !

Ainsi donc au neutralisme positif qui constitue explicitement une forme d'alliance et de complicité avec l'Est, nous devons substituer la notion de neutralité, le respect de la neutralité et la décence de la neutralité, là est le commun dénominateur sur le plan international entre le Tiers-monde et l'Occident. C'est si vrai d'ailleurs que les communistes égyptiens qui, comme vous le savez, sont en prison depuis de nombreuses années, ont pris du fond de leurs cachots deux attitudes contradictoires ou tout au moins opposées à l'égard de Nasser au moment de la conférence de Bandoung et au moment de la conférence de Belgrade. Au moment de la conférence de Bandoung, du fond de leurs cachots, ils ont envoyé leurs félicitations à Nasser parce qu'il pratiquait, pensaient-ils, le neutralisme positif. Du fond des mêmes cachots, à la veille de la conférence de Belgrade, ils ont envoyé à Nasser, ou tout au moins ils ont pris la responsabilité d'un texte probablement rédigé très loin de leur geôle mais publié en leur nom et qui reprochait à Nasser, par la neutralité, de tenir la balance égale entre les deux camps. Ce qui revient à dire que pour le communisme tenir la balance égale est déjà un péché mortel, par voie de conséquence la défense de la neutralité se trouve incluse dans le patrimoine moral de l'Occident. Reste à déterminer si cette politique peut être suivie efficacement dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies.

J'ai entendu dire tout à l'heure par Ferniot que l'attitude française à l'égard de l'O.N.U. répondait à un réflexe colonialiste. Je crois en vérité que cette thèse

est indéfendable. Comment peut-on dire que le pays qui a libéré et introduit aux Nations Unies un si grand nombre de républiques africaines puisse obéir au même moment à un réflexe colonialiste ? On peut dire que par sa politique à l'égard de l'O.N.U. il se prive de l'occasion d'exploiter à son bénéfice sa politique de décolonisation et en particulier l'entrée des Etats africains d'expression française qui, les derniers événements le prouvent, même s'ils sont amenés à propos d'un incident, comme celui de Bizerte, à prendre position contre la France, lui demeurent en réalité très profondément attachés. Cette thèse est très défendable et la condamnation de la tactique de l'absence est une chose mais l'interprétation qui en a été donnée par Jean Fémiot est autre chose. En réalité, ce que le général de Gaulle a reproché à l'Organisation des Nations Unies c'est qu'elle servait de prétexte aux Etats-Unis et en particulier à l'Occident pour ne pas avoir de politique et plus particulièrement pour ne pas avoir de politique à l'égard du Congo. Peut-on dire que les événements lui aient donné tort ? Je reviens sur l'image que j'évoquais tout à l'heure des soldats irlandais, suédois et gourkas envahissant le Katanga pour lui imposer non seulement l'entrée dans l'unité congolaise mais, sur le plan local, un chef de gouvernement qu'il n'avait pas choisi et qui, comme vous le savez, était le lieutenant de M. Guizenga et se trouvait initialement dans les fourgons des casques bleus, tout cela au nom de l'anticolonialisme, eh bien ! je dirai que c'est du Kafka, du Ionesco. Cela me rappelle une

des pièces les plus grinçantes d'Eugène Ionesco qui s'intitule « Tueur sans gages ». Et la mort même de M. Hammarskjöld est une illustration de cette situation proprement kafkienne car M. « H. », vous le savez, cela paraît être établi à l'heure actuelle, avait été débordé par son représentant qui avait donné l'ordre de recourir à la force sur la foi d'informations fragmentaires et sans mandat exprès de son supérieur. Cet état de choses avait amené M. Hammarskjöld à se précipiter au Congo aussitôt que l'effusion de sang avait commencée et à consacrer tous ses efforts à renouer avec M. Tsombé pour négocier avec lui un cessez-le-feu. Les circonstances mêmes de la mort de M. Hammarskjöld démontrent, par conséquent, que les critiques qui ont été adressées au fonctionnement de l'O.N.U. par la France, au cours des dernières années, n'étaient nullement injustifiées, même si la tactique observée à l'égard d'une Assemblée générale ordinaire ou extraordinaire pourrait être contestée. Je précise cependant que la raison pour laquelle nous n'avons pas assisté à l'Assemblée générale extraordinaire sur Bizerte c'est qu'elle était de l'avis général contraire à la lettre de la Charte. Le Conseil de Sécurité demeurait saisi, donc l'Assemblée générale en vertu de la Charte n'avait pas le droit de s'en saisir et n'avons-nous pas eu à propos du drame katangais très rapidement la preuve qu'à partir du moment où on s'est engagé dans la voie d'une violation de Charte fondamentale on ne sait plus où s'arrêter sur une pente qui, par définition, est glissante ?

Problèmes

Le budget de 1962 et l'expansion économique

L'OPINION a pris conscience désormais que l'adoption du Budget n'est pas seulement une décision affectant l'équilibre des finances publiques, mais constitue normalement chaque année l'acte le plus important de la politique économique. L'Etat, et les autres administrations (collectivités locales et Sécurité sociale notamment), tiennent en effet une place essentielle dans les circuits économiques par les prélèvements qu'ils effectuent sur les diverses catégories de revenus, par la masse de leurs achats, de leurs investissements ou des salaires qu'ils versent, par l'ampleur des redistributions qu'ils opèrent ou des flux de capitaux qu'ils contrôlent à l'instar d'une Banque géante.

Visiblement, le Gouvernement, soucieux de combattre des tendances inflationnistes toujours renaissantes, cherche à consolider et à régulariser l'expansion amorcée depuis le 2^e semestre 1959 plus qu'à l'accélérer. Aussi l'impasse demeure-t-elle fixée pour 1962, comme pour 1961, à un niveau légèrement inférieur à 7 milliards de NF : apparemment dès lors, le prochain

Budget serait économiquement « neutre », c'est-à-dire sans effet déflationniste ni incidence inflationniste.

En fait, le problème n'est pas si simple, et il convient, avant de porter un jugement, d'examiner de plus près le volume et la nature des recettes et des dépenses prévues.

Sur le premier point, la « neutralité » du Budget est à peu près confirmée. Compte tenu du maintien de la taxe complémentaire, mais à un taux réduit par rapport à 1961, les recettes fiscales devraient progresser presque au même rythme que le produit national brut. La pression fiscale ne serait donc que très légèrement inférieure à celle de cette année, prolongeant ainsi en 1962 le processus de lente, mais régulière, réduction de la charge fiscale relative, amorcée depuis 1960. Si l'on tient compte toutefois de la progression des cotisations sociales, la charge globale serait très légèrement supérieure à celle de 1961.

Il pourrait en résulter une légère pression supplémentaire sur les prix, d'autant plus que la part des impôts indirects (qui,

en principe et à la différence des impôts directs, se répercutent dans les prix) continuera en 1962, comme au cours des années précédentes, à augmenter, lentement il est vrai.

Du côté des dépenses, le gonflement des crédits en 1962 risque en revanche de constituer dans une certaine mesure un facteur de relance.

L'impasse n'est maintenue en effet que dans la mesure où la diminution des dépenses de caractère temporaire (prêts) compense la forte augmentation des dépenses de caractère définitif. Celles-ci sont en effet appelées à progresser (de près de 8,5 % par rapport à 1961), nettement plus vite que le produit national (celui-ci devant augmenter d'un peu plus de 7 %). L'écart est encore plus grand si l'on ne tient pas compte des dépenses effectuées en zone franc ou à l'étranger : les dépenses exécutées en métropole devraient progresser de 9 %.

Les dépenses de caractère temporaire intéressent essentiellement les investissements des entreprises nationales et la construction de logements. Les objectifs fixés à cet égard pour 1962, conformes au IV^e Plan (1962-1965) sont cependant nettement supérieurs à ceux de 1961. Après s'être maintenus au même niveau pendant deux ans, les investissements du secteur nationalisé sont appelés à reprendre leur expansion à compter de 1962. Cette contradiction apparente entre l'évolution du Budget et celle des programmes des entreprises publiques résulte de la volonté, maintes fois affirmée par le Secrétaire d'Etat aux Finances, de « débudgétiser » le financement de ces opérations d'équipement.

Celui-ci devra être assuré, en partie grâce aux ressources empruntées sur le marché financier, en partie grâce à celles procurées par quelques majorations de tarifs. Dans le premier cas, il s'agit d'une augmentation déguisée de l'impasse : ce qui, en 1962, ne paraît pas présenter d'inconvénients sérieux, le ralentissement de la progression des investissements des entreprises privées (prévu et d'ailleurs compatible avec les exigences du IV^e Plan) limitant les risques de déséquilibre du marché financier. Il reste qu'à terme un problème de structure demeure posé : celui de la répartition des tâches entre le Trésor public et le marché financier.

Par contre, les majorations de tarifs prévues à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. paraissent en contradiction avec la volonté maintes fois réaffirmée du Gouvernement de combattre la hausse des prix. Sans doute, l'« anachronisme » des tarifs de la R.A.T.P. n'est-il contesté par personne et les majorations prévues à la S.N.C.F. ne s'appliqueraient-elles qu'aux voyageurs à l'exclusion des marchandises : ces mesures n'en affecteront pas moins l'équilibre fragile des prix et donneront, le moment venu, un nouvel aliment aux revendications salariales.

Parmi les dépenses de caractère définitif, un élément favorable est à noter. Les investissements administratifs (écoles, hôpitaux, autoroutes, équipements collectifs urbains ou ruraux...) continuent à progresser nettement plus vite (+ 11,5 %) que l'ensemble des dépenses publiques. A cet égard, le budget de 1962 se place bien dans la ligne du IV^e Plan, au cours duquel un effort considérable d'aménagement du cadre collectif de vie soit s'accomplir, et satisfait à quelques-unes des conditions essentielles (enseignement notamment) d'une expansion de longue durée.

Les dépenses de consommation inscrites au Budget de 1962 n'augmentent que de 5,5 %, c'est-à-dire beaucoup moins que le produit national : mais ce faible taux de progression n'est dû qu'à la modicité de l'accroissement des dépenses militaires (paradoxe peut-être non durable à l'heure où la plupart des pays européens augmentent leur effort militaire), alors que les dépenses civiles sont en forte croissance.

La plupart des autres crédits sont en progression très nette : les traitements (+ 9 % environ) pour tenir compte à la fois de l'augmentation des effectifs (Education Nationale) et d'un nouvel ajustement des rémunérations, et plus encore les pres-

tations sociales (+ 10 %) et subventions diverses (+ 11 %), notamment du fait des nouvelles mesures prises au cours de l'été en faveur de l'agriculture.

Ces majorations de crédits, plus que proportionnelles dans l'ensemble à l'accroissement du produit national, exerceraient un effet inflationniste si des recettes supplémentaires (liées en grande partie à l'expansion) n'étaient pas destinées à les compenser.

En définitive, l'équilibre du budget de 1962 n'a pas posé de graves problèmes et son exécution ne semble pas devoir perturber l'évolution économique. Il convient cependant de prendre garde au fait que, même dans l'hypothèse d'une poursuite de l'expansion au rythme actuel, et par suite d'un développement correspondant du produit des impôts existants, l'écart entre ces recettes et les dépenses de caractère définitif, risque de s'accroître, sans qu'il soit possible une nouvelle fois de masquer ce déficit par une diminution des dépenses de caractère temporaire : celle-ci ne peut en effet, au-delà d'une certaine limite, que s'effectuer au détriment de la stabilité des prix ou des investissements. Or, des chefs de dépenses nouvelles peuvent apparaître en cours d'exercice : défense nationale, réfugiés d'Afrique du Nord, par exemple.

A s'en tenir au plan strictement financier, la liberté de manœuvre des pouvoirs publics apparaît donc limitée. Mais pour peu que l'on se place dans des perspectives à plus long terme, le problème doit être posé dans toute son ampleur et étendu notamment aux aspects économiques.

A terme, en effet, l'équilibre budgétaire et l'équilibre économique lui-même courraient de grands risques si la pression fiscale et le poids des cotisations sociales devaient peser de plus en plus sur l'industrie. Celle-ci ne serait plus en mesure de conserver sur les marchés extérieurs sa position compétitive.

Quels que soient les impératifs politiques et sociaux d'une atténuation des disparités entre l'agriculture et les autres secteurs d'activité, celle-ci ne sera suffisante et durable que dans la mesure où un rapport plus favorable s'établira progressivement entre la base de financement, essentiellement industrielle, et les parties prenantes d'autant plus que la France subit pour quelques années encore le handicap d'une population active relativement faible. Le problème agricole n'est soluble que dans la perspective d'une industrialisation croissante et d'une promotion technique, agricole autant qu'industrielle, des Français des diverses régions.

Le IV^e Plan définira prochainement des objectifs raisonnables en ce domaine, comme dans les autres, après confrontations des principales parties intéressées. L'expansion peut faciliter ces problèmes. Le Budget de 1962 semble compatible avec le rythme d'expansion défini par le IV^e Plan (24 % de progression en 4 ans). Il restera aux pouvoirs publics à veiller en cours d'année à desserrer les goulots d'étranglement et à combattre les tensions éventuelles, et, le cas échéant, à adapter le Plan à un rythme européen d'expansion plus élevé que prévu.

Il serait dangereux toutefois d'oublier que l'enfer économique est plus que tout autre pavé de vœux pieux et de bonnes intentions. Pour accroître la vitesse, force est de changer quelques pièces et de modifier l'agencement du moteur. Or, les deux points faibles de l'économie française à cet égard sont probablement une organisation quelque peu vétuste du marché financier et l'absence de moyens efficaces d'éviter une progression désordonnée et disharmonieuse des diverses catégories de revenus. Tant que des réformes sérieuses sur ces points n'auront pas été étudiées et acceptées par les parties intéressées, l'expansion demeurera freinée par une alimentation défectueuse et par une fâcheuse tendance du système aux vibrations. Ce qui suppose à la fois ingéniosité technique et courage politique.

Pierre DECAMPS.

LE DRAME ALGERIEN :

Sept ans bientôt

par Jean LACOUTURE

LA légende ne dit pas si le rocher de Sisyphe, à force de rouler au long de la pente, finit par amasser quelque mousse et par peser plus lourd. Notre rocher algérien, lui, se gonfle de mois en mois de nos désillusions et de nos morts — de nos morts communs car, sur ce plan-là, au moins, l'intégration est faite.

Sept ans bientôt. Sept ans, et en cet automne 1961, la paix apparaît, non pas plus loin, mais plus coûteuse que jamais. Peut-être y a-t-il plus de chance de « dégager » la nation d'Afrique qu'en 1956, ou qu'en 1960 : mais l'ensemble de la note à payer a-t-il déjà paru plus ruineux, sinon absurde ? Et la situation est d'autant plus irritante qu'elle entraîne depuis plus longtemps un homme de grande capacité et de haute lucidité à pulvériser les forces politiques de la France, et pour mener à bien une terrible opération chirurgicale, à soumettre le patient à une anesthésie d'où rien ne dit qu'il se relèvera, sinon par des accès de fièvre comme la petite fronde politique de l'été.

Et nous voilà de nouveau à faire nos comptes, à décrypter les discours prononcés par le général devant les naturels de l'Aveyron ou face aux « étranges luornes », et à tenter patiemment de recouper les « tuyaux » sur les voyages secrets entre Tunis, Genève et Paris d'une part, entre Madrid, Genève et Paris de l'autre et à répéter à nos visiteurs qui ont un frère en prison (tous ne sont plus musulmans, désormais) que la guerre finira bien un jour.

Considérons, par exemple, cette tranche des trois mois qui viennent de s'écouler. Plaçons-nous le 1^{er} juillet 1961. Dans les lointains s'éloignent le putsch d'avril, le procès Challe, la tentative d'Evian. L'article 16 se dresse, tutélaire, apparente clé des portes de la paix. Et voilà en effet qu'est pris le rendez-vous de Lugrin, Tunis et Rabat poussent à un arrangement. Un certain nuage plane sur Berlin, mais de

forme encore si vague... Bref, la paix est alors une hypothèse sérieuse.

A Lugrin, les négociateurs français, guéris de leurs illusions de mai, croient sentir une évolution : on n'en est plus tout à fait à faire défiler, un camp après l'autre, des films de propagande ou les maquettes de l'Algérie de demain vues de Paris ou de Tunis. On amorce une discussion, un échange de vues. Peut-être est-ce déjà la négociation, dans la mesure où peuvent négocier des militants politiques agrippés à leur intransigeance comme à une bouée de sauvetage, des révolutionnaires voués à une entreprise qui est un « bloc », et les représentants de l'homme d'Etat contemporain le moins propre au compromis et qui ne sait qu'osciller entre la résistance opiniâtre et le don orgueilleux.

C'est alors que survient l'aventure de Bizerte, cette ruée vers la catastrophe du plus habile des leaders africains, cette collision de deux orateurs latins qui se comportent comme des sourds-muets sans expérience. M. Bourguiba, que ses froissements avec le F.L.N. mettent en situation impossible vis-à-vis des Etats arabes et du Tiers-Monde et qui va devoir engager contre ses « frères algériens » un nouveau débat sur le Sahara, cherche une belle « brouille » avec Paris pour se refaire une virginité africaine. Il s'attire une riposte d'une brutalité imprévue, et engagé dans une opération tactique, débouche sur la tragédie.

Les dirigeants du F.L.N. ont vingt fois affirmé depuis lors que la bataille de Bizerte n'était pas la cause de la rupture des pourparlers du 21 juillet. Ils auraient donc rompu en fonction des seules incompatibilités sahariennes ? La thèse tient mal, car lorsque le 5 septembre, le général de Gaulle proclamera que la souveraineté n'est pas ce qui importe à la France au Sahara, on entendra les exégètes algériens affirmer que cela n'est pas nouveau et que M. Joxe l'a déjà

Le G.P.R.A. s'est donné un nouveau chef.

L'O.A.S. durcit et développe son action.

silences de Melun et les monologues d'Evian, on s'acheminait pourtant vers une sorte de dialogue. Au-delà des interdits, du mutisme et de la propagande, on en arrivait aux affrontements politiques. Que notre monarchie française fondée sur le mythe de la grandeur et le capitalisme flamboyant ne puisse épouser tout soudain la révolution algérienne conduite par des paysans sans terre et pensée par des étudiants sans emploi, voilà qui n'avait rien de surprenant. Les portes restaient fermées : mais désormais une poussée s'exerçait sur elles, et pas seulement du côté du verrou.

Les décisions de Tripoli ne paraissent pas devoir s'analyser en fonction de l'échec de Lugin, mais au contraire des perspectives ouvertes par les premières tentatives de négociation. Si le F.L.N. a substitué à un cabinet d'union nationale présidé par un personnage symbolique une équipe dès longtemps soudée par la lutte commune, ce peut être bien entendu pour conduire la guerre avec plus d'efficacité, et en allant plus audacieusement chercher à l'Est les appuis apparemment offerts. Mais ce peut être aussi parce que les conversations ont à tel point démontré que l'indépendance n'est pas qu'une question de procédure technique, qu'il importe dès maintenant de remplacer la « perspective » de guerre par une « prospective » de paix et qu'au-delà de la lutte qui a nécessité une large coalition avec la bourgeoisie traditionnelle dont Abbas était le porte-drapeau, il faut jeter les bases de l'Etat « socialiste » de demain. Pour se battre, personne n'est de trop, pas même les messieurs décorés. Pour construire, il vaut mieux faire appel aux spécialistes.

Cette argumentation n'est pas une citation, pas même le résumé d'une confidence faite par un porte-parole du Front. Mais elle prolonge telle ou telle explication donnée par des nationalistes qui nous ont paru surtout préoccupés de ne pas laisser s'accréditer les thèses plus ou moins apocalyptiques, en tout cas pessimistes, qu'avait fait éclore dans la presse occidentale la promotion de Ben Khedda à la tête de l'exécutif F.L.N. Et il faut bien convenir que le comportement et les propos de l'ancien leader de la fraction gauchiste du Front, tant à Belgrade que dans son appel au peuple algérien du 8 septembre ont été avant tout marqués par la prudence, l'adresse dialectique et le souci de maintenir le contact avec les forces politiques françaises. Plutôt que de vitupérer le « colonialisme » sur l'estrade de Belgrade, où ce genre d'exhibitions trouvait un public complaisant, M. Ben Khedda s'est appliqué à rassurer, à « faire sérieux », à écouter ses aînés, à demander aide, compréhension, indulgence. Il a élargi son audience, et consolidé la réputation du F.L.N. auprès d'hommes comme Nehru, U Nu et Sihanouk. De même son discours de septembre a-t-il favorablement surpris ceux qui, d'analyses hâtives faites lors de sa désignation, avaient conclu que l'Algérie était désormais aux mains des hommes de Pékin.

Faut-il s'en réjouir ? Peut-être regretterons-nous un jour que l'Algérie ait ainsi voulu d'un coup éviter de revivre les expériences Ben Ammar et Bourguiba, Bekkai et Mohammed V, et qu'elle ait voulu poser et se poser, d'emblée, les problèmes de la révolution sociale et de la planification autoritaire. Mais quelles que soient les incompréhensions et les tensions que promette ce choix avec l'Etat français tel qu'il est dans ce troisième quart du XX^e siècle, on ne saurait en inférer que les données immédiates de la négociation en sont actuellement altérées. L'équipe Ben Khedda-Saad Dalhab-Belkacem Krim, bien que plus anti-gaulliste que sa devancière, ne s'en dit pas moins prête à discuter. Et, compte tenu d'une égale intransigeance sur le Sahara, elle nous paraît mieux armée pour le débat politi-

Des musulmans convaincus de remporter la victoire.

dit à Krim lors de leurs tête-à-tête de Lugin. Comment ? Cette concession fondamentale avait été faite en juillet, et les dirigeants algériens s'empressaient de rompre ? Ce serait nous faire penser qu'ils n'étaient venus en Savoie que pour chercher un prétexte à s'esquiver — ce qui n'est pas croyable.

Quels qu'aient été alors les débats internes au sein du Front et l'influence de la croissante tension internationale, la crise de Bizerte n'a pu manquer de jouer un rôle important dans la rupture de Lugin. Non que les Algériens nient eu quelque gêne à négocier avec Paris tandis que les parachutistes coloniaux tenaient Bizerte sous leur botte : ce n'aurait été que suivre l'exemple donné à diverses reprises par M. Bourguiba à ses alliés du F.L.N. Mais parce que le bouleversement des rapports franco-tunisiens risquait de modifier radicalement le dossier de la négociation, et notamment celui du Sahara. Que l'affaire ne put que les servir, en détruisant la thèse française du Sahara « africain », international, thèse essentiellement fondée sur les revendications tunisiennes, ne pouvait entraîner les négociateurs fort circonspects que sont Belkacem Krim et ses amis à ajuster leur tir, sur place, en fonction de ces nouvelles perspectives. Il fallait se concerter à nouveau avec « les frères ». La réunion de Tripoli était envisagée. Elle fut alors fixée. Et l'on sait qu'elle devait apporter quelques surprises.

De cette troisième tentative publique de règlement négocié avec le F.L.N., on ne pouvait certes se tenir pour satisfait. Il fallait bien constater que les appétits des uns étaient dévorants, les réserves des autres minutieuses et mal accordées peut-être aux raisons du moment. Mais après les

que, dans la mesure où négocier, c'est tout autant convaincre ses amis de la nécessité de lâcher du lest que les adversaires de sa détermination de ne rien céder...

Ce n'est donc pas dans l'analyse et l'évolution des rapports entre la France et le F.L.N. que nous alimentons notre pessimisme. C'est dans la lecture des nouvelles d'Alger ou

Oran, dans ce pourrissement haineux d'une société qui, fondée sur l'inégalité, s'effondre dans le racisme ; c'est aussi dans la constatation quotidienne et morose de l'avachissement de l'Etat français et de la substitution de l'autocratie référendaire à l'autorité démocratique (dont le régime précédent ne donnait que fugitivement l'exemple)...

Ce qui est grave, dans les débordements de violence qui ont jeté l'une contre l'autre les communautés de Bône, d'Oran et d'Alger, ce n'est pas seulement l'aspect moral et social de l'affaire, le déshonneur qui rejaillit sur le pays tout entier quand prévalent en Algérie les mœurs de l'Alabama ou de la province d'Orange en Union Sud-Africaine ; c'est aussi que le règlement du problème en est lourdement menacé. Depuis des années, une certaine politique française s'acharne à créer une « troisième force » pour affaiblir le F.L.N., sinon poser un écran entre les positions françaises et le nationalisme algérien. Voilà maintenant que la « troisième force » est née : c'est l'O.A.S. Et bien loin de servir à diviser le F.L.N. et le contraindre à la défensive, c'est Paris qui en est atteint, affaibli, mis en difficulté.

E! il est symptomatique de voir un journal comme « Fran-

rien, la question n'était plus de trouver un règlement politique, mais de le faire appliquer... S'il est plus facile de taper les cinq notes d'« Algérie française » sur une casserole que faire que l'Algérie soit effectivement peuplée de Français conscients de l'être, il est évident que l'O.A.S. dispose aujourd'hui d'une énorme complicité, qu'elle est devenue, en milieu européen, ce qu'était le F.L.N. en milieu musulman dans les années 1956-1957, et qu'elle peut actuellement barrer, par l'émeute, voire l'assassinat, la route à toute tentative d'installer à Alger les dirigeants d'un Etat algérien indépendant. On paie là le prix de longues hésitations, et de ces « incertitudes complaisantes » de l'armée et de l'administration que le général de Gaulle sut toujours mieux dénoncer que prévenir.

Il est fort inquiétant aussi que les déboires éprouvés au cours des derniers mois incitent trop de personnalités ou d'organes de presse à agir ou à écrire comme s'ils s'étaient d'ores et déjà résignés au partage de l'Algérie. « La moins mauvaise des pires solutions... » dit-on volontiers, dans une espèce de ricanement las. La « moins mauvaise » ? Mais non. La pire, pire peut-être que la guerre telle qu'on la conduit aujourd'hui.

Parce que faire passer la frontière par Bougie, Biskra et Colomb-Béchar n'entraînera pratiquement aucune diminution de l'effort de guerre français ; parce que les relations entre la France et le Tiers-Monde en seront encore empoisonnées, Africains et Arabes pouvant encore moins se satisfaire de ce dépeçage permanent que d'un conflit comportant encore un espoir de solution équitable ; parce que la colère et l'activisme du parti « patriote » n'en seront pas apaisés, et que les risques de réactions fascisantes n'en seront pas atténués ; parce que les poisons du racisme menaceront aussi bien une zone de souveraineté française concentrée que l'ensemble des départements actuels.

La malfaisance d'une telle entreprise apparaît en clair. Et il est grave que la tentation qui risque d'y conduire progresse dans des milieux dont l'action n'a jamais été très sensible, mais dont le découragement pourrait peser assez lourd. Observons toutefois que ce n'est pas le cas de M. Joxe, qui ne cache pas son hostilité pour une telle formule, ne l'envisageant que comme sanction soit d'une tragique Saint-Barthélemy d'Européens, telle que l'appréhende Pascal Arrighi, soit d'un referendum où les Musulmans auraient choisi en masse la sécession. Il ne pourrait aucunement s'agir, pour le Ministre pas plus que pour le général de Gaulle, d'un choix politique délibéré.

Mais dans ce désarroi et ce pessimisme, il faut tout de même relever des raisons d'espérer. S'il est vrai que Paris et Alger ont trop longtemps laissé les activistes se servir des plus justes réflexes de conservation de la population européenne pour imposer leurs intrigues et frayer la voie à leurs ambitions, il est non moins juste de dire que le Pouvoir a enfin décidé d'assimiler la lutte contre les deux terrorismes, et accepté de se battre sur deux fronts. On peut même ajouter que dans l'esprit des dirigeants français, de M. Joxe notamment, la lutte contre l'O.A.S. et les défis incessants qu'elle lance au gouvernement, prime actuellement toutes les autres.

La directive adressée le 23 septembre aux officiers par le général Ailleret, commandant supérieur à Alger, marque peut-être un tournant décisif de la guerre, et témoigne en tout cas d'une évolution intellectuelle qui cesse de fonder la nature du crime sur l'origine religieuse ou raciale du criminel... L'heure de l'égalité devant la loi n'est pas celle de la paix. Elle annonce pourtant la fin d'une des perversions sociales et juridiques qui sont à l'origine du conflit.

Jean LACOUTURE.

Des Européens que guettent les excès du désespoir

ce Observateur », qui ne se pique pas d'ordinaire de tactique et d'un abus de réalisme, et situe volontiers son propos sur le plan des grands principes, aborder avec clarté cet aspect des choses et relever, dans son numéro du 21 septembre, qu'il faudra désormais tenir compte de cette force qu'est devenue l'O.A.S. Si harmonieux que soit en effet le plan de règlement que l'on peut dessiner à Paris ou à Tunis, si bien équilibré l'accord que sont peut-être en train d'élaborer dans un hôtel de Lausanne MM. Boulharouf et Pompidou, il faudra bien en venir à le faire appliquer à Alger. Et l'indépendance à Alger, ce n'est pas beaucoup plus réalisable aujourd'hui que l'intégration dans les Aurès il y a trois ans.

C'est sur une telle constatation que l'un des hommes qui suivent de plus près les choses algériennes se fondait pour affirmer naguère qu'entre la France et le nationalisme algé-

Les intellectuels et la politique

par Maurice BLIN

JACQUES BAINVILLE aimait à reconnaître la dette contractée par la réflexion politique à l'égard des Romains. « J'appelle utopie, disait-il, ce qui n'est pas dans leur histoire. » De fait, Rome qui a connu toutes les difficultés que peut soulever l'existence politique d'un Etat, semble dessiner en raccourci l'éternelle histoire des hommes. De la même manière, à quiconque s'interroge sur les relations très particulières qu'ont entretenues en Occident les intellectuels et la politique, les Grecs fournissent, semble-t-il, toutes les réponses. Qu'ajouter, en effet, au débat ouvert entre Socrate, Platon, les Sophistes, Aristote ?

Mémoire de la Grèce

En Socrate, son fondateur, l'idéalisme philosophique se confond avec l'idéalisme politique. Ainsi, à peine révélée dans sa dignité, ce n'est pas à l'obscurité des choses que la raison se heurte ; c'est à la passion des hommes, tout particulièrement des hommes dans la cité. La prétention de Socrate à enseigner et à imposer la vertu à la société athénienne le conduit au martyre. Du premier affrontement entre philosophie et politique, la première sort pulvérisée. L'œuvre de Platon n'est pas seulement le commentaire génial de cette aventure exemplaire. Elle veut en être la revanche. Aux yeux du disciple, la mort du maître, en effet, n'a pas clos le débat. Car Athènes en condamnant Socrate s'est condamnée du même coup. Comment l'arracher à la décadence sinon par un retour au bien, à la justice enseignée par Socrate ? « La République » décrit cette cité idéale, édifiée sur la raison, où le philosophe hier bafoué devient roi.

Ainsi constate-t-on que dès l'aurore de notre culture les relations de la philosophie et de la politique sont singulièrement tendues. L'intellectuel n'accepte pas de s'inscrire, à côté des autres citoyens, à sa place dans la cité. Il la défie et engage avec elle une lutte à mort. S'il ne peut en être le juge, il veut être sa victime. C'est qu'il éprouve en effet à l'égard de la politique une passion profondément malheureuse : il sent trop, en effet, que la raison qu'il cultive n'est rien si elle ne s'impose à tous. Hélas, l'homme de la rue lui rit au nez et Aristophane le renvoie à ses nuées.

Assurément auprès de ce drame qui après vingt siècles nous fascine encore, les leçons des Sophistes et

d'Aristote peuvent paraître bien plates. Elles ne sont cependant pas négligeables. Après tout, Socrate et Platon ont peut-être nourri des générations de philosophes. Mais ils n'ont ni redressé en fait le déclin d'Athènes ni inspiré le moindre législateur. Et lorsque Platon, à défaut de faire du philosophe le roi de la cité, a tenté de faire du Tyran de Syracuse un philosophe selon son cœur, l'affaire a très vite et très mal tourné.

Aussi bien les Sophistes se présentent-ils, pour leur part, en praticiens. Ils constatent la variabilité des institutions humaines et enseignent aux apprentis politiques à tirer des mœurs et des lois d'un pays donné tout le parti possible. Non pas tant comme Platon leur fera dire pour les noircir, en vue de satisfaire un appétit de pouvoir et de jouissance, mais pour prendre, en toute circonstance, la mesure la plus apte à assurer au chef d'Etat et aux citoyens le maximum de bonheur. Car la politique est un *art* autant qu'une morale, elle répond au critère du convenable, de l'opportun plus qu'à celui du Bien absolu. Dans l'univers policé des Sophistes, il y a place pour la faute, il n'y en a pas pour le crime.

Aristote, enfin, confirmera la validité de ce qu'il appelle l'*opinion*, c'est-à-dire de ce savoir modeste, empirique, né au contact d'un monde changeant et qui permet de s'orienter à travers lui. A côté de la théorie, il croit au rôle irremplaçable de l'expérience. Pour lui comme pour les Sophistes, la politique est donc un art. En revanche, il ne croit pas que l'homme soit le jouet des circonstances ou le reflet d'une éducation aux mille modalités possibles. Il possède une nature, elle-même branchée sur l'ordre puissant et immuable de la Nature. Son comportement est soumis à des lois. Les sociétés humaines seront donc, dans la « Politique », recensées, classées, étudiées dans leur ordonnance et leur logique internes. Avec Aristote, la politique échappe au tragique platonicien. Mais elle est cependant plus que cet art subtil grâce auquel les Sophistes apprenaient à jouer de l'homme, cette apparence. Elle entre dans les eaux calmes de la *science*.

Victoire totale ou échec radical ?

Tels sont réduits à l'essentiel les fruits de la réflexion grecque sur la politique. Ce bilan semble exhaustif. En effet lorsqu'au dix-huitième siècle les philosophes des

lumières se dégageant de l'autorité chrétienne et soumettant à nouveau la société française aux exigences de la raison, ils remettront leurs pas dans les pas des Grecs

A une rectification près cependant qui est capitale. Si leur démarche est la même, elle s'effectue en sens inverse. Alors que le défi malheureux de Socrate avait fait place à la prudence d'Aristote, au dix-huitième siècle, la sagesse de Montesquieu va être éclipsée par le défi, vainqueur cette fois, de Rousseau.

Pour le Montesquieu de « L'Esprit des lois », l'organisation politique est le reflet de conditions géographiques, climatiques. Celles-ci dictent leurs situations aux régimes. Il n'est donc pas suffisant de juger ceux-ci selon un critère moral. Il faut se demander d'abord s'ils sont adaptés aux conditions de vie des peuples, ensuite s'ils restent fidèles à leur logique interne. Par exemple, le régime monarchique repose sur l'honneur et meurt dès que celui-ci n'est plus respecté. Si Montesquieu dénonce l'artifice de certaines institutions, c'est qu'il croit à une nature profonde de l'homme.

Cette approche clinique de la politique devait être complètement effacée par le message révolutionnaire de Rousseau. Le lyrisme du penseur solitaire réintroduit d'un seul coup la passion en politique et son cortège de tragédies. Qu'est-ce que le contrat social sinon la version extrême de la République platonicienne ? Pour la première fois, la société idéale est décrite comme le résultat d'un pacte passé par des individus en toute liberté et raison. Par le suffrage universel, c'est chaque citoyen qui est fait à la fois philosophe et roi. Et cette République que Platon s'était entêté de rêver voici que la Révolution la réalise. Avec elle Socrate est définitivement vengé. 1792 c'est la victoire de la philosophie sur l'histoire, le triomphe définitif de la raison dans la cité. On ne dira jamais assez l'importance exceptionnelle de l'événement. De lui date une ère nouvelle et toute moderne dans le rapport des intellectuels et de la politique.

Cette incarnation de la raison en chaque citoyen allait entraîner en effet pour les raisonneurs de profession une double et bien étrange conséquence. Leur victoire est en même temps leur défaite. D'une part, en devenant le propre de tous, le jugement politique cesse d'être le privilège de quelques-uns. Tout homme, fût-il le plus humble, porte en soi une lumière qui lui suffit à se conduire dans la cité et éventuellement à la conduire. Il n'y a plus inégalité entre les conditions sociales. Mais c'est qu'avant tout il n'y en a pas entre les esprits. D'autre part, l'exercice de la raison en politique n'est plus de spéculation. Il se confond avec l'acte de vote. C'est un choix positif, un engagement pratique par lequel l'individu se lie aux autres et promet d'obéir à la volonté générale. La raison n'appartient plus à une catégorie exceptionnelle de citoyens situés hors de la cité pour la juger. Elle en constitue le ciment et confond sa nécessité avec la sienne.

Or, on le sait, de cette union tant attendue allait naître un fruit monstrueux : les tyrannies de Robespierre et de Napoléon. Aussi dès l'Empire commence à s'élever la longue plainte des intellectuels désemparés devant les infidélités que leur fait la raison avec la politique. Cette

plainte retentira tout au long du dix-neuvième siècle. A l'exil de Benjamin Constant répondra, cinquante ans plus tard, celui de Victor Hugo.

Il reste que le vertige éprouvé en 1789 par l'intellectuel devant l'incarnation soudaine de la raison dans la cité ne le quittera plus. Hegel croit la découvrir tantôt dans Napoléon traversant Francfort à cheval au lendemain d'Iéna, tantôt dans la monarchie bureaucratique à la prussienne. Le dix-neuvième siècle est plein de cette quête des intellectuels amants trompés mais qui n'arrivent pas à se déprendre de l'idole. Il faut qu'elle soit dans la cité. Mais elle ne saurait être dans la cité telle qu'elle est, défigurée par l'injustice. Un jour, brusquement, Marx la découvre dans le prolétariat : la classe ouvrière fait bien partie de la société, mais ne lui est-elle pas en même temps étrangère ? Elle incarne donc exactement la situation contradictoire qui a toujours été celle des intellectuels, à la fois membres et juges du corps social.

Ainsi s'achève le mouvement par lequel Rousseau avait, en politisant la raison, disqualifié le premier l'exercice tout théorique qu'en fait l'intellectuel. Au vote politique encore trop formel à ses yeux, Marx substitue désormais la fonction économique du travail. Une fois de plus la philosophie n'est entrée en politique ou en économie que pour s'y dissoudre et disparaître. Elle s'anéantit dans son triomphe. Comme il s'était effacé hier devant le citoyen selon Rousseau, l'intellectuel se reconnaît dans le prolétaire selon Marx et s'en remet à lui du destin de l'esprit.

L'exil et le pouvoir

Cette histoire pourrait être facilement poursuivie. Ce qui frappe depuis un siècle, en effet, c'est sa monotonie. La raison politique a connu de multiples avatars au sens que la mythologie indienne donne à ce mot. Le réveil des nationalismes en Europe d'abord, puis aujourd'hui partout ailleurs, lui a valu les réincarnations les plus inattendues. Tantôt chez Maurras, Minerve casquée prend le visage de la nation française, fille de Jupiter, c'est-à-dire de quinze générations de rois. Résurgence de l'Olympe grec toute naturelle chez un Méditerranéen. Tantôt c'est l'éblouissement de 1917 : Le Weltgeist souffle soudain à Saint-Petersbourg et à Moscou.

C'est en France cependant que les relations des intellectuels avec la politique ont pris le ton le plus vif. Est-ce parce que c'est chez elle que pour la première fois les philosophes ont cru prendre pied dans l'histoire ? En tout cas, nulle part ailleurs ils ne sont restés à ce point présents à la vie de la cité. Zola confondant les juges de Dreyfus n'était-ce pas la revanche d'Antigone sur Créon ? Romain Rolland exilé discutera en 1914-1918 les buts de son pays en guerre. Benda conjurera les clercs de ne point céder aux séductions du monde. Quant au présent chef de l'Etat intellectuel et politique, il confesse dans la première phrase de ses mémoires que la France a toujours pris pour lui le visage d'une Idée, radieuse comme celui des Madones aux vitraux des cathédrales. Ainsi l'amour courtois survit-il au pays des

troubadours, dévorant et glacé. L'homme de droite en bon platonicien appelle l'anathème sur ces Français, indignes de l'Idée nationale. L'homme de gauche en bon hégélien dit son mépris pour une France lamentablement inférieure à sa mission universelle. Pamphlets, manifestes, libellés, colloques se répondent pour les délices de nos clercs et la distraction du monde.

Il serait temps cependant de s'interroger sur le sens qu'il convient de donner à cette extraordinaire dépense d'énergie intellectuelle. Un trait fondamental, en effet, caractérise les ébats des intellectuels français contemporains. Ils sont devenus les fruits de serre d'un milieu clos sur lui-même. Voltaire ou Victor Hugo pouvaient penser que leurs écrits étaient autant d'actes politiques. Ce temps n'est plus. Ecrivains, journalistes discutent avec autant de passion qu'hier de politique mais ces combats d'idées se déroulent désormais en marge du combat politique. Au début du siècle, il avait fallu déjà un poète, Charles Maurras, pour se faire le héraut du régime monarchique. Les qualités intellectuelles de l'homme ne sont pas en cause ni celles de ses écrits. Simplement l'histoire est passée à côté d'eux sans les voir. De même en quoi les discussions de Sartre, avec les trotskystes et le Parti Communiste ont-elles éclairé la gauche française sur ces problèmes et ses devoirs ? De ces tournois d'idées résultent de beaux éclats et une grande confusion. L'intellectuel prend, en effet, un plaisir particulier à opposer les idées aux idées. La passion de la raison devient très vite chez lui la passion d'avoir raison et nourrit, comme on le voit aujourd'hui même, les prises de position extrêmes, c'est-à-dire un peu folles. Le politique, lui, doit accommoder les idées aux hommes. Il ne lui suffit pas d'avoir raison. Il lui faut faire supporter à tous ses raisons. Ce travail de persuasion demande habileté, patience et pour tout dire humilité. Or la tentation constante de l'intellectuel est de s'y dérober. Tantôt il rêve de joindre le glaive à l'esprit et cache mal sa sympathie pour ces régimes qui savent plier par la force les citoyens à leurs raisons. Ainsi voit-on Jean-Paul Sartre, tel Platon quittant Athènes pour Syracuse, passer les mers et chercher son Denys à Cuba. Tantôt il se retire du jeu, se réfugie dans un livre et dresse, avec Alain, le citoyen contre les pouvoirs.

L'intellectuel français n'a donc pas encore, semble-t-il, trouvé son chemin entre l'exil — que l'on songe à Descartes — et l'abdication face au pouvoir. La situation de l'Université en est une bonne illustration. Sa structure centralisée, son organisation rigoureusement hiérarchique portent la marque de Napoléon. Jamais celui-ci n'a caché son intention de faire de l'Université le grand corps qui avec l'armée devait soutenir l'Etat. Il ne l'a conçue qu'à son service. Elle y est restée. Ce ne sont pas en France des enseignants qui ont pensé l'enseignement. C'est un empereur. Et jamais l'Université n'a tenté de récuser ce singulier parrainage.

En revanche, l'enseignant considéré comme individu se maintient volontiers à l'écart du monde, comme s'il en redoutait le contact. L'affrontement à la vie s'effectue quelquefois grâce à quelques personnalités d'exception, au sommet de l'Université mais tout le reste de l'immense maison reste loin du siècle et prévenu contre lui. Celui-ci reste à ses yeux le lieu de toutes les compro-

missions ? C'est ainsi que depuis l'affaire Dreyfus son dialogue avec l'armée n'a jamais vraiment repris. C'est à peine si aujourd'hui ses relations avec l'industrie commencent à s'établir : quelle entente possible, en effet, entre la recherche pure et l'application pratique, le savoir désintéressé et son exploitation mercantile ? Il semble que le moralisme kantien qui marqua si profondément bon nombre de ses grands maîtres interdise à l'Université d'occuper toute la place qui lui revient dans la société française. Il est vrai que descendre dans l'arène comporte un risque. C'est cesser de juger pour être jugé à son tour. L'intellectuel français s'y résigne mal. Et pourtant c'est l'honneur de la démocratie que de soumettre toute autorité, fût-elle intellectuelle, au tribunal de ceux en faveur de qui elle s'exerce. Devant le simple citoyen tous les trônes vacillent, ceux des rois certes mais aussi, pourquoi pas, ceux des philosophes.

Au début du vingtième siècle, les intellectuels jouaient encore en France un rôle important dans la formation et la conduite des partis politiques. Ils assuraient tout naturellement leur ravitaillement en idées ou en images. Nous citons tout à l'heure le nom de Maurras. Il faudrait y ajouter celui de Jaurès. Aujourd'hui quand il arrive qu'un intellectuel se fasse homme politique, il est bien difficile de discerner le moindre lien entre les deux personnages. On voit mal par exemple la relation chez J. Soustelle entre l'ethnographie et le gaullisme. Et sans doute serait-il vain de la chercher, au lieu que la vision socialiste de Jaurès était toute entière issue de sa formation kantienne. Autre phénomène important : la relation moderne de l'homme politique au citoyen tend à s'établir directement. Servie par le son et l'image, elle se situe à un niveau qui n'a plus rien à voir avec une relation de maître à disciple. Elle relève du tempérament : celui que l'électeur américain a cru reconnaître en J. Kennedy présenté comme « animal politique », celui que l'on sent en N. Khrouchtchev. Cette révolution d'ailleurs n'est pas un fait absolument nouveau. Elle souligne et renforce un caractère évident et constant de l'action politique qui, pour parler comme Platon, regarde autant le courage que l'esprit ou encore, en termes pascaliens, le cœur que la raison.

Il n'est pas étonnant dès lors que l'homme faisant métier de réflexion se sente un peu perdu dans cette faune. Il lui reste cependant un recours. S'il ressent fortement le goût de la politique, il peut toujours participer à ses fastes ou goûter ses délices en chantant son héros. Auguste n'a pas interdit à Virgile de lui dédier l'Enéide. Ainsi voit-on de nos jours F. Mauriac ou A. Malraux célébrer à l'envi la gloire de leur grand homme. Ici la situation de l'écrivain est assez semblable à celle du critique d'art. Le sort d'une pièce se joue devant le public, le soir de la première : l'auteur réussit ou non à toucher et séduire. Le spectateur seul décide en dernier ressort. Certes le critique, plus averti, peut éclairer son jugement. Quelquefois il arrive qu'il l'oriente. Mais il ne saurait prétendre remplacer l'auteur ni lui dicter ses créations. En une formule célèbre, Hégel, contemporain et commentateur de l'épopée napoléonienne, disait déjà : l'oiseau de Minerve ne se lève que quand tombe la nuit. Ce qui signifie en termes banals : le philosophe pense une action que d'autres font et quand ils l'ont faite. Plagiant Cyrano spectateur impuis-

sant des amours de Christian, il semble dire lui aussi : histoire, festin d'action dont je suis le Lazare. Bref, il applaudit ou il blâme une décision. Il ne décide pas.

Reconversion des intellectuels ?

Mais on peut aller plus loin et se demander quel titre exceptionnel confère au jugement politique de l'homme de culture une portée particulière. En effet, l'appréciation du critique d'art repose au moins sur une expérience, une compétence originales. Son goût, puisqu'il est averti, en vaut deux. Par contre, et pour ne prendre qu'un exemple, l'approbation chaleureuse de M. Mauriac à l'action du général de Gaulle emprunte-t-elle son poids à une expérience politique exceptionnelle chez l'écrivain ? En fait, il n'en est rien. Elle se contente de refléter un assentiment assez communément répandu. Le talent littéraire fait seul son éclat. Malraux et Mauriac ont simplement ajouté à leur musée imaginaire un personnage de chair et d'os qui ne le dépasse pas. Où est la politique en tout cela ?

La question prend toute sa force en un temps où la politique apparaît inséparable de facteurs économiques, sociologiques, religieux, ethniques qui en constituent en quelque sorte le fondement et la clé. Comment juger de la validité d'un acte politique sans leur faire référence ? Nous retrouvons ici l'objection de Montesquieu et d'Aristote. On l'a peut-être trop oubliée. Chez Rousseau, la politique était devenue affaire d'individu, choix libre opéré dans le secret de sa conscience et de l'isolement. Mais le développement vertigineux du commerce, de la technique, de l'information a multiplié en deux siècles les relations interhumaines et obligé à reconnaître qu'il y a une structure des sociétés, une résistance du passé, une pesanteur des tempéraments nationaux qui sont une composante décisive de la décision politique. Si le dix-neuvième siècle a été celui des idéologues et a pu dresser ces monuments intellectuels d'une belle symétrie : libéralisme et étatisme, capitalisme et socialisme, le nôtre se dégage peu à peu de leur ombre. En débordant hors d'Europe, nos schémas de pensée sont également débordés par les faits qu'ils rencontrent.

Maints exemples en témoignent. Le dix-neuvième siècle ne distinguait pas le droit des individus du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dès lors quelle attitude prendre face à des peuples qui construisent leur indépendance sur les ruines des libertés individuelles ? Le dix-neuvième siècle croyait à un progrès linéaire des techniques industrielles. De fait l'extraction des matières premières et l'établissement d'une industrie lourde ont été poursuivis avec détermination par toutes les nations européennes, U.R.S.S. comprise. Or il apparaît aujourd'hui que l'industrialisation des pays sous-développés doit viser moins à les doter d'une énergie dont le monde regorge qu'à fournir le maximum de postes de travail à une population en surnombre. D'où la priorité nouvelle et révolutionnaire de l'industrie légère. Selon Marx l'appauvrissement des nations pauvres avait sa cause directe et exclusive dans l'enrichissement de celles qui leur ravissaient à bas prix leurs

produits. Or l'accroissement de la population apparaît désormais comme une cause suffisante de l'abaissement régulier du niveau de vie. Ou bien encore comment sous-estimer l'importance économique de religions comme l'hindouisme ou l'Islam, etc. ?

Ainsi le combat politique est en train de changer de contenu. Avec lui devrait changer aussi le rôle que l'intellectuel français y a joué jusqu'ici. Il s'agit, moins d'y assurer le triomphe d'une idée sur une autre. Ainsi l'Est et l'Ouest, par exemple, sont d'accord pour reconnaître le droit à l'indépendance de tous les peuples. Le problème se pose en termes tout différents. Il s'agit de découvrir de quelle manière faire passer cette idée dans les faits. Non qu'il faille proclamer, avec André Philip par exemple, le déclin des idéologies. Il faut simplement avoir le courage de reconnaître leur insuffisance. Les sciences économiques et humaines constituent désormais l'information sans laquelle il n'est pas possible de juger de l'opportunité, des moyens, des chances d'une réforme ou d'une révolution.

A ce sujet, il est intéressant de constater que telle avait déjà été au lendemain de la Révolution française la leçon qu'Auguste Comte en avait tiré. Comme si aux grandes époques missionnaires où les intellectuels pourvoyeurs d'idées se trouvent en quelque sorte portés à la pointe de l'histoire succédaient ce que Péguy appelait des *périodes* où l'homme est requis tout entier par cette tâche difficile : transformer ses idées en institutions. Après le temps des intellectuels censeurs des politiques semble s'ouvrir celle des organisateurs qui consentent à les servir.

Mais, dira-t-on, ceux-ci ne restent-ils pas menacés aujourd'hui comme hier par cet orgueil intellectuel qui transforme, comme on dit, le technicien en technocrate ? Sans doute, mais il ne faut pas grossir le danger. Les plans, projets, programmes des spécialistes sont sans pouvoir tant que l'homme politique en les prenant à son compte ne leur a pas conféré l'existence. Et c'est ainsi que dans ce saut difficile, incertain de la matière à la forme, de la puissance — c'est-à-dire de l'impuissance — à l'acte reparaît au cœur d'une vision toute aristotélicienne de la politique ce ferment de tragédie qui en est inséparable. Organiser l'Europe, l'aide aux pays sous-développés, réaliser la démocratie, quelles aventures, en effet !

L'Occident, avec la technique, la démocratie et même le communisme, a probablement donné au monde tout ce dont il était capable et plus peut-être que celui-ci n'en pourra jamais supporter. Son génie intellectuel comme un arbre qui a beaucoup donné, paraît endormi. Est-ce à dire qu'il faille conclure à son effacement politique ? Ce serait là encore juger en intellectuel. En réalité, la force politique se mesure moins à la fécondité des imaginations, à la pureté des intentions qu'à la détermination des volontés.

En politique tout, ou presque tout, a été dit. Et l'intellectuel, comme la Bruyère, vient bien tard. Mais tout, ou presque tout, reste à faire.

Maurice BLIN.

SYNDICALISME



et politique d'expansion régionale

L'INSTAURATION du plein emploi, l'atténuation des disparités géographiques de salaires : voilà bien deux préoccupations syndicales qui, dès que l'on parle d'expansion économique régionale ou d'aménagement du territoire, affleurent à l'épiderme des militants ouvriers. Pour eux, les critères de la région vivante sont la possibilité de trouver du travail et la faculté d'en tirer une « bonne paie ».

C'est donc en considération de ces deux impératifs que le syndicalisme s'intéresse au développement économique régional ; c'est au nom de ces deux exigences que les travailleurs acceptent de participer aux institutions progressivement mises en place pour assurer l'expansion régionale. En quelque sorte, un nouveau front s'est ouvert sur le champ de lutte que poursuivent les travailleurs dans l'entreprise, à l'échelon de la branche industrie, au niveau de la nation ; désormais, la région sera un des lieux où les travailleurs mèneront la défense de leurs camarades.

Les premières actions

1951. — Le Secrétaire Général adjoint de la C.F.T.C. présente au Congrès dans son rapport économique deux propositions visant à organiser l'échelon régional : d'une part, l'harmonisation de toutes circonscriptions administratives au sein d'ensembles régionaux homogènes, d'autre part, l'institution de conseils économiques régionaux qui auraient été les correspondants du Conseil Economique. Peu de personnes à l'époque s'intéressaient à ces problèmes régionaux, si ce n'est une petite poignée de pionniers au nombre desquels on se doit de citer, pour lui rendre hommage, l'auteur de « Paris et le désert français ». Ainsi, dès le début, le syndicalisme C.F.T.C. affirmait la nécessité et l'urgence de considérer l'économie nationale sous son visage régional. Bien sûr, le syndicalisme n'avait pas la naïveté de croire que toutes les revendications ouvrières seraient satisfaites par l'amélioration du régime et les institutions économiques. Cependant, les syndicalistes pensaient que de profondes modifications de ce régime étaient une des conditions qui permettraient d'exiger avec plus d'autorité la satisfaction des revendications.

En conséquence, le syndicalisme mit rapidement au sein de ses préoccupations le développement économique régional et l'aménagement du territoire et dans l'arsenal de ses actions, les multiples activités de ses membres au sein des organismes régionaux naissants ou des travaux spécifiques d'enquêtes ou de reconversions.

Là où l'on voulait bien l'accueillir, là où aucun ostracisme patronal, où aucune mesquinerie ne l'écartait, le syndicalisme a œuvré à l'action régionale : tel est ainsi le sens de la présence dans les Comités d'expansion régionale de nos camarades du Nord ou de l'Alsace, ou d'autres régions encore. Car il y a eu, il y a encore des exclusives jetées ou des barrières établies : on admet la présence de tel syndicaliste dont on espère un comportement plus souple, on rejette tel autre dont on craint à la fois les exigences et la manière de les présenter. Alors, on « compose » le Comité en fonction des personnes plus qu'en fonction des groupes, on élimine tel ou tel et le Comité se vide de sa substance et de sa vitalité. Heureusement, cette situation tend à disparaître.

Parmi les premières actions d'envergure que tenta le syndicalisme, associé à d'autres forces, on doit citer les travaux de reconversion de la chapellerie de l'Aude. A l'époque, aux environs de 1952-1953, cette industrie était en plein marasme. Il s'agissait d'éviter à tout prix le chômage, voire l'émigration. La C.F.T.C. prit l'initiative des opérations et comme elle participait à la direction du C.I.E.R.P. (Centre Intersyndical d'Etudes et de Recherches de la Productivité fondé par la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C.), elle dépêcha dans l'Aude un expert de ce bureau d'études qui mit sur pied, avec l'accord des syndicalistes et des patrons de la chapellerie, toute une opération de reconversion de cette industrie vers la matière plastique. Relater point par point toute l'action de nos camarades dépasserait le cadre de cet article. Il suffit de savoir qu'avec la tenacité de tous, les ouvriers continuèrent à trouver de l'emploi. C'est donc bien une action syndicale de sauvegarde de l'emploi que les syndicalistes de l'Aude avaient menée sur le plan régional.

A Fourmies, grâce au mordant de l'équipe de l'union locale, animée par un camarade particulièrement tenace, les travailleurs dirigeaient le Comité d'expansion local qui réussit l'implantation de plusieurs entreprises nouvelles, donnant ainsi du travail à une population sérieusement menacée.

Information et Formation dans le Mouvement syndical

Il était nécessaire que la totalité du Mouvement syndical se préoccupât de ce problème de développement régional, et pas seulement les camarades des régions en déclin. Il était nécessaire, parce que cela faisait partie de la solidarité syndicale que les camarades des régions pourvues, perçoivent l'angoisse qu'un camarade peut ressentir de la perte de son emploi : à comprendre une telle inquiétude les travailleurs sont certes beaucoup plus préparés que d'autres classes sociales car pour eux, la menace de la perte d'emploi, même en région riche, est une menace quasi-quotidienne.

Cependant, il était indispensable de montrer à tous la nécessité d'une action économique au plan régional. Pour cela, les organes de formation et d'information du Mouvement firent le maximum.

Depuis 1955, trois sessions nationales consacrées aux problèmes d'économie régionale ont été tenues : elles ont atteint plus de 120 militants, tous préoccupés d'action économique régionale ou locale, ce qui démontre, entre autres, l'intérêt croissant manifesté par les cadres locaux et départementaux du Mouvement pour ces problèmes. Une nouvelle formule a été inaugurée cette année : elle a permis ou permettra de tenir sept week-end d'études décentralisés auxquels participent à chaque fois une vingtaine de dirigeants d'une ou deux régions déterminées. Enfin, des sessions de recherches à thème déterminé sont prévues qui permettront au Mouvement syndical d'approfondir tous les problèmes nouveaux qui surgiront d'année en année au sujet du développement régional dans le cadre de la planification française dont on souhaite en passant qu'elle devienne rapidement efficace et démocratique.

Parallèlement, les Ecoles Normales Ouvrières (les E.N.O.) sont des sessions d'études annuelles, de 4 à 7 jours, tenues par région syndicale qui regroupent chaque année 700 à 1.000 militants travaillant sur un thème commun) ont pris pour thème en 1955 les Economies régionales : ce furent à l'époque plus de 600 militants syndicalistes qui travaillèrent pendant 4 jours ces problèmes et furent ainsi éveillés à toutes ces questions du développement économique régional. Les E.N.O. de 1961 consacrées au thème de la « Planification » ont toutes mis à leur programme un cours sur les Economies régionales et le IV^e Plan. Enfin, dans le cadre des cours syndicaux par correspondance, le cycle « Initiation économique » qui a le souci de réaliser cette initiation à partir des problèmes que doivent résoudre les militants syndicaux a pris pour thème de l'un de ses leçons les Economies régionales.

« Syndicalisme » donne lui-même périodiquement les larges informations nécessaires à tous les militants, tandis que le « Mois Economique et Social » fait place aux informations et articles techniques indispensables aux syndicalistes œuvrant dans les Comités d'expansion.

Les tâches d'Action et d'Etudes

En 1957, la C.F.T.C. ressentant le besoin d'études plus approfondies en vue de préparer les décisions de jour en jour plus importantes que doit prendre le syndicalisme a créé son propre bureau d'études : le B.R.A.E.C. (Bureau de Recherches et d'Action Economique.) Dès le début, une section du Bureau s'est plus spécialement occupée des Economies régionales.

La première étude fut entreprise à la demande des Unions Départementales du Limousin. Un expert du B.R.A.E.C. a mené, avec le concours des militants du lieu, une enquête

socio-économique qui a donné lieu à la publication d'un volume sur la situation économique du Limousin et d'une brochure sur les perspectives d'avenir de la région. Cette enquête a été utilisée par les Unions Départementales dans leur action auprès des Pouvoirs Publics et Economiques. Elle a été popularisée par l'impression de tracts et leur distribution à la population limousine.

Une série d'enquêtes fut ensuite menée dans les départements de la Sarthe, de l'Indre-et-Loire, de l'Aube et du Loiret. Une formule nouvelle, utilisant davantage les concours des militants fut mise au point. Chaque enquête menée sous la direction de l'Union Départementale intéressée était effectuée par une vingtaine de personnes qui ne délaissaient pas pour autant leurs tâches proprement syndicales. C'est dire que les travaux avançaient lentement : une bonne année, quelquefois plus, était nécessaire à leur parfait achèvement. Outre une connaissance approfondie du département, les militants acquéraient ainsi l'habitude de manier les réalités économiques. Ainsi ce travail d'enquête, outre sa fin propre de découverte du visage économique départemental, donnait aux syndicalistes qui s'y accrochaient une double formation économique et méthodologique.

Chaque travail d'enquête donnait lieu à la publication d'un rapport économique qui était présenté au Congrès de l'Union Départementale. Ensuite, ce document était utilisé dans l'action économique des U. D., et popularisé dans l'ensemble des départements sous forme de tract, d'affiche, etc.

D'autres U.D., mieux équipées, faisaient elles-mêmes sans l'aide technique du B.R.A.E.C. leurs propres études. C'est ainsi que l'U.D. de la Loire-Atlantique, étudiant la situation économique de son département, était amenée à proposer l'implantation dans son département d'une industrie de la machine outil.

On doit signaler également la remarquable et tenace action conduite à Vierzon par l'Union Locale afin de résoudre la grave crise d'emploi qui menace depuis plus de trois ans les travailleurs de cette ville (1). L'Union Locale C.F.T.C. a été en ce cas précisée la cheville ouvrière d'une série d'actions entreprises auprès de la municipalité, du Comité d'expansion départemental, des ministères.

La section des Economies régionales poursuivait parallèlement un travail d'études propre à alimenter la réflexion des instances confédérales et un travail d'information destiné à tout le Mouvement. Une série de notes méthodologiques est en cours de publication.

Régionalisation et planification

La nouvelle législation sur les Comités d'expansion a depuis 10 mois suscité partout de nouvelles actions, assuré un regain des activités régionales et suscité quelques espoirs de voir entrer petit à petit dans les faits ce que la C.F.T.C. réclame depuis plus de 10 ans pour les institutions et depuis 3 ans pour la politique économique : une *planification démocratique*, dont la régionalisation doit être conduite par tous les producteurs et consommateurs des régions regroupées dans une *institution régionale* qui serait à la fois le Conseil Economique Régional et le Commissariat Régional au Plan. C'est en tout cas dans ce sens que s'orienteront tous les travaux et toutes les actions que nos camarades mèneront dans tous les organismes régionaux.

Georges LEVARD,
Président de la C.F.T.C.

(1) On trouvera dans « Formation » un article consacré à cette expérience. — « Formation », 26, rue Monthon, PARIS-9.

Le domaine héroïque de la littérature française

par Pierre-Henri SIMON.

S I l'on en croit les libraires et les critiques, il paraît que les Français ont manifesté, pendant la seconde guerre mondiale, une noble faim de relire leurs classiques et leurs grands écrivains de toutes les époques. Rabelais et Montaigne, Corneille et Racine, Bossuet et Voltaire, Balzac et Stendhal avaient retrouvé un large public. Dans les heures inactives de la « drôle de guerre », dans les amers loisirs des camps de captivité, dans l'existence âpre et ralentie faite à la France occupée, quel recours plus commode, contre le désespoir ou l'ennui, qu'une lecture grave et nourrissante ?

Tel est le service que les grandes épreuves individuelles ou collectives rendent à la vie de l'esprit : elles l'obligent à revenir au solide, au simple, à l'essentiel. L'activité normale d'une intelligence qui se cultive, mais aussi en un sens, sa tentation, c'est de quêter le neuf, l'exquis, le subtil : quête profitable aux progrès de la pensée et de l'art, mais qui, trop librement et trop exclusivement poursuivie, cause aussi des dégâts : car elle peut conduire à la fausse originalité, à la fausse inquiétude, à toutes les formes de la préciosité, et créer ces littératures de chapelles, ces délices de mandarins, ces cultures brillantes et fallacieuses qui semblent déracinées du cœur de l'homme. Mais que se lève le vent des orages — passions ou douleurs qui bouleversent une âme, catastrophes qui troublent l'ordre du monde — et alors on voit s'éparpiller tout ce duvet littéraire, toute cette végétation fragile, et il ne reste plus, offertes à notre dilection, que les grandes fleurs vigoureuses, les œuvres de noblesse, poussées en pleine nature humaine, élues et éclaircies par le temps. Celles-là ne sauraient mourir : car, quelque systèmes moraux et politiques que l'homme invente pour abriter sa faiblesse ou pour flatter son orgueil, il finira toujours par retrouver la pure simplicité du courage et de l'amour : et alors, elles reprendront un sens pour lui.

Voilà pourquoi, durant les années noires, tant de lettrés français ont éprouvé le besoin de se nourrir aux fruits de leur haute culture. Ils y exerçaient leur force morale, et ils y éclairaient leur volonté : où donc eussent-ils couru plus de chances de rencontrer l'idée claire de la civilisation pour laquelle leur pays avait choisi de beaucoup souffrir et de tout risquer ?

HUMANISME ET HEROISME

Cependant, on pourrait se demander si, dans une conjoncture où la nation française avait besoin de respirer un air héroïque, ses lettres, même les plus authentiques et les plus fortes, étaient capables de le lui donner. N'y a-t-il point un paradoxe à chercher l'héroïsme dans une littérature dont le caractère le plus constant est de répugner à l'idéalisation morale, et de poursuivre, dans une direction tout opposée, la

plus précise et la plus cruelle des enquêtes sur la nature moyenne, souvent sur la nature malade de l'homme ?

C'est un fait que la littérature française, aussi bien dans son passé classique que dans sa phase contemporaine, vise beaucoup moins à ébranler l'imagination et à enflammer le cœur par des exemples de réussite surhumaine qu'à instruire l'esprit et satisfaire la raison par des descriptions de la vérité humaine. Le mot de Malézieu est valable dans l'ensemble : le Français n'a pas la tête épique. Tandis que les types imposés à la culture universelle par les littératures étrangères ont couramment des proportions héroïques dans le bien ou le mal, dans la sagesse ou la folie — figures énormes de l'épopée dantesque ou du drame shakespearien, et Don Quichotte, et Don Juan, et Faust — au contraire, les types fournis par la littérature française, Tartuffe ou Phèdre, Candide ou Saint-Preux, le Père Grandet ou Madame Bovary, valent d'abord comme des expressions exactes de l'humanité pécheresse ou blessée. On dirait que la prédilection de l'écrivain français s'attache, dans le « dieu tombé qui se souvient des dieux », aux cicatrices de la chute plutôt qu'à la céleste effigie. Le Romantisme, qui a été, entre autres choses, par réaction contre cette tendance, un effort de l'artiste pour aller du vrai à l'imaginaire, de la psychologie au lyrisme et du caractère au symbole, n'a pas longtemps soutenu le ton idéaliste : la contre-offensive réalisée, avec Stendhal, Balzac et Flaubert, n'a pas tardé à se produire en son sein même. Et, plus près de notre temps, n'est-il pas frappant que l'œuvre romanesque la plus originale, la plus chargée d'influences, soit celle d'un clinicien patent de l'âme inquiète et d'un peintre génial des futilités mondaines : Marcel Proust ?

Il y a pourtant l'autre aspect, plus secret, de notre tradition littéraire. Le caractère clinique de nos lettres n'en a pas aboli le caractère héroïque ; et cela, principalement, pour deux raisons. D'abord, s'il est vrai que le réalisme humain donne sa pente dominante au génie français, celui-ci est trop souple, trop divers, trop curieux de toutes choses et trop libre de ses mouvements pour avoir échappé complètement à l'attrait de l'idéalisme héroïque : cet attrait, avec certains caractères propres de vraisemblance et de mesure, demeure sensible, et même puissant, des *Chansons de Geste* à la *Jeanne d'Arc* de Péguy, des géants de Rabelais aux aventuriers de Malraux et aux aviateurs de Saint-Exupéry. Il anime la flamme tragique de Corneille, la fervente prière de Pascal, tout le grand feu verbal et sentimental de Hugo et, dans un climat d'intelligence sèche et lucide, l'*Égotisme* de Stendhal et le culte du moi barrésien.

Mais il y a une autre raison, plus décisive. Acceptons l'écrivain français dans son attitude la plus habituelle : s'efforçant d'atteindre les justes mesures de la condition humaine au lieu de montrer l'homme plus grand que nature ; et lui proposant,

pour idéal de moralité, moins l'exceptionnelle puissance d'une volonté qui se dépasse que la force calme et sûre d'une volonté qui se dirige. Croit-on que, résigné partant au médiocre et au vulgaire, il renonce à regarder vers la grandeur et à créer une noblesse ? Et qui ne sent la beauté exemplaire et la valeur déjà héroïque d'un tel idéal ?

Au chapitre *De l'incommodité de la grandeur*, Montaigne, par ses vertus comme par ses limites, le génie le plus spécifiquement français, écrit ces lignes pleines de suc : « *Qui me donnerait à conférer la vie de L. Thorius Balbus, galant homme, beau, savant, sain, entendu et abondant en toute sorte de commodités et plaisirs, conduisant une vie tranquille et toute sienne, l'âme bien préparée contre la mort, la superstition, la douleur et autres encombrants de l'humaine nécessité, mourant enfin en bataille, les armes à la main pour la défense de son pays, d'une part ; et d'autre part la vie de M. Régulus ainsi grande et hautaine que chacun la connaît, et sa fin admirable : l'une sans nom, sans dignité, l'autre exemplaire et glorieuse à merveille : j'en dirais certes ce qu'en dit Cicéron, si je savais aussi bien dire que lui. Mais s'il me les fallait coucher sur la mienne, je dirais aussi que la première est autant selon ma portée et selon mon désir que conforme à ma portée, comme la seconde est loin au-delà : qu'à celle-ci je ne puis advenir que par vénération : j'adviendrais volontiers à l'autre par usage.* » Dans ce parallèle, et dans le commentaire qui l'accompagne, l'aspect le plus dramatique de notre littérature est préfigurée. D'un côté, l'accomplissement harmonieux de la nature humaine et la soumission intelligente, loyale de l'homme à sa condition ; de l'autre, une dépense exceptionnelle d'énergie et de courage, la nature forcée, surmontée, ennoblée ; entre l'humanisme et l'héroïsme, l'alternative est posée, et l'option est faite : à l'héroïsme, Montaigne n'atteint que « par vénération » ; à l'humanisme, « par usage ». Pris dans l'ensemble de son mouvement, l'esprit français a subi la même tension et décidé dans le même sens. Deux points sont néanmoins à retenir. D'abord, la vénération de l'héroïque : la préférence donnée à la mesure n'implique pas, chez l'honnête homme, le dédain de la grandeur, mais au contraire un attrait, un appel qui, selon les temps et les tempéraments, sera plus ou moins entendu, accentuera plus ou moins la littérature d'une époque, l'œuvre d'un écrivain : plus la France de Louis XIII que celle de Louis XIV et de Louis XV, plus l'âge romantique que l'âge réaliste, plus Corneille, Pascal et Victor Hugo que Molière, Voltaire et Sainte Beuve. En second lieu, et surtout, qui ne voit que l'idéal humaniste, tel qu'il s'exprime dans sa perfection chez Montaigne, comporte déjà un effort pour orner la nature, un élan pour échapper au médiocre et un accent de grandeur morale ? Non certes prudence roturière, avarice de marchand ou bas égoïsme de jouisseur, mais sagesse tout aristocratique, libérale, orientée sur l'honneur, et qui jamais ne sacrifie au plaisir de vivre les hautes justifications de la vie. Ce Balbus, honnête, cultivé, déjà stoïque, qui vit en bon citoyen et qui sait mourir en soldat, est à Régulus, plus grande âme jetée dans un plus grand destin, ce que, sur le plan des valeurs guerrières, Oli-

vier le Sage était à Roland le Pieux, et ce que, sur le plan des valeurs chrétiennes, Sévère sera à Polyeucte. Or s'il est plus beau d'être Polyeucte ou Régulus, il n'est déjà pas si mal d'être Balbus ou Sévère. Paul Hazard a écrit que, pour pratiquer l'honnêteté classique, il fallait un « *héroïsme discret* ». Le mot est juste : le type d'accomplissement humain proposé par Montaigne et qui n'a cessé d'être exemplaire dans notre culture, ne se réalise point sans une méthode de l'intelligence, sans une discipline de la volonté et sans une noblesse du cœur.

D'avantage. Alors même que l'attitude humaniste implique, dans l'ordre des sentiments et des actes, une certaine indulgence à la nature et tend vers une modération incompatible avec le style héroïque, elle ne laisse pas d'exiger, dans l'ordre de la pensée et du jugement, une surveillance de soi, un goût de l'indépendance personnelle qui marquent un homme du signe de la force. C'est encore Montaigne qui nous le dit : « *Le sage doit au-dedans retirer son âme de la presse, et la tenir en liberté et puissance de juger les choses.* » Et, certes, le sage n'est pas le héros, et le bien-penser n'a pas la dignité du bien-agir. Mais quelle sagesse n'est le fruit d'un ascétisme, et comment ne faudrait-il pas du courage pour sauvegarder, contre la pression de l'opinion, des passions et des intérêts, la droiture et la pureté du jugement ? François Mauriac a parlé quelque part d'un « *héroïsme de la connaissance* » — cette volonté rigoureuse, inexorable de nous connaître sans illusion, dans les infirmités ou les férociétés de notre nature, et de prendre les mesures exactes de notre condition. Cet héroïsme existe en effet : il est même plus souvent chez l'honnête homme que chez le héros.

Citons maintenant, pour correspondre à Montaigne, un texte d'un de nos contemporains. Dans sa *Première Lettre à un Allemand* (juillet 1943), Albert Camus écrivait : « *Je le sais, vous nous croyez étrangers à l'héroïsme : vous vous trompez. Simplement, nous le professons et nous en méfions à la fois. Nous le professons parce que dix siècles d'histoire nous ont donné la science de tout ce qui est noble. Nous nous en méfions parce que dix siècles d'intelligence nous ont appris l'art et les bienfaits du naturel.* » Encore le contraste de Balbus et de Régulus, d'Olivier et de Roland, de Sévère et de Polyeucte, de l'humain et de l'héroïque ; contraste entretenu, et non pas obéissance à un seul appel, chute tout d'un côté. L'instinct de puissance tourne parfois en fureur, l'esprit critique finit en paralysie, mais qu'arrivera-t-il s'ils se compensent et se corrigent ? Humanisme, héroïsme : les deux systèmes de valeurs tendront alors à se rapprocher. Et, de fait, ils se rapprochent beaucoup plus dans notre culture que, par exemple, dans la culture germanique où Nietzsche et Wagner semblent appartenir à une gravitation spirituelle rigoureusement distincte, de Kant et de Bach, même de Goethe et de Beethoven. Le balancement du génie français, du moins à son niveau supérieur, n'est pas tant entre le naturel et l'idéal, qu'entre un humanisme qui enveloppe des valeurs d'aristocratie et de haute maîtrise de soi-même, et un héroïsme qui s'humanise par l'intelligence et la culture.

Et cependant, autant que se rapprochent les deux grandeurs, et quand même elles apparaissent mitoyennes, il importe encore de les distinguer. Le héros, en effet, si nous prenons le terme dans son acception la plus immédiatement conçue par le sens commun, se situe sur un tout autre plan que le sage, le sage fut-il aussi le brave. Le courage et la sagesse supposent certes la fermeté du caractère, l'acceptation du risque et la disposition à mettre certains biens — patrie, honneur, liberté — au-dessus de la vie. Mais ce sont là vertus d'hommes, qui rendent à nos yeux un individu exemplaire et admirable sans pourtant le séparer de notre espèce. Le sage courageux n'a pour se conduire qu'une volonté pareille à la nôtre : il préfère, comme nous, la tranquillité à l'insécurité, la paix à la guerre, la vie à la mort. Tout autre est le héros : être d'une essence particulière, soumis à une morale d'exception. Sa volonté a quelque chose de prodigieux : elle n'est pas seulement un pouvoir naturel de régner sur les forces de la nature, mais une puissance gratuite et mystérieuse, qui semble abolir ces forces mêmes et qui, surgissant dans l'univers, bouleverse toutes les équations, tous les calculs et toutes les lois. L'apparition de l'héroïsme, comme celle du génie, c'est la révélation fulgurante d'une liberté spirituelle qui renverse l'ordre de la nécessité, qui fait ce que la raison jugeait impossible ou dit ce que la mémoire ne savait pas, donnant ainsi à l'histoire ou à la pensée un cours absolument nouveau, imprévisible. Le héros, c'est bien, selon l'étymologie même du mot, le demi-dieu : sa nature le place entre le ciel et la terre, et son action procède de l'action divine : il a le souffle qui agite la masse. Il est seul capable de recréer le monde, quand le sage ne sait que l'organiser et le conserver (1).

Aussi bien, son éthique se subordonne-t-elle à des instincts et à des principes qui ne sont pas ceux du vulgaire. Le héros ne se contente point d'accepter le risque pour sauvegarder un bien : il fait du risque son bien même, et il ne peut vivre que dangereusement. Tandis que l'homme ordinaire tourne le dos à la mort, et ne l'affronte que par nécessité ou devoir, le héros, par instinct et par goût, marche au bord de son ombre : il suit l'arête du paroxysme tragique où le choix n'est pas, humblement, entre le plaisir et la peine, entre la loi et la fantaisie, entre le vice et la vertu, mais, superbement, entre la gloire et la mort — joueur audacieux qui, pour gagner la vie plus intense et plus belle, jette tout son bien sur le tapis et le hasarde quitte ou double contre le destin.

(1) Je rajoins ici, par une autre voie, une analyse de Max Scheler (in *Vorbilder und Führer*) qui distingue le héros et le bienfaiteur : l'un et l'autre incarne des valeurs vitales, mais qui ont chez le premier des valeurs de développement et d'épanouissement, tendant à la grandeur et à la beauté du monde, chez le second valeurs de consécration, tendant au confort et à l'ordre de la société. Le bienfaiteur de Scheler est analogue à ce que le XVIII^e siècle a appelé le « grand homme », magistrat civil et législateur, en l'opposant au héros conquérant et militaire.

LA VERTU HEROIQUE

L'héroïsme est donc un empire à part ; il a ses frontières ; il a aussi ses provinces. Tâchons de les reconnaître avec quelque précision.

Dans son édition de 1694, le *Dictionnaire de l'Académie*, au mot héros, expliquait : « selon l'antiquité païenne, ce titre se donnait à ceux qui, par une grande valeur, se distinguaient des autres hommes (...). Il se dit aujourd'hui des hommes qui font des actions de valeur extraordinaire. Ce GENERAL EST UN VRAI HEROS. Il se dit quelquefois pour un homme qui excelle en quelque vertu. « C'est un héros en piété. » La triple acception du mot héros était ainsi indiquée : une acception historique (les héros d'Homère) ; une acception analogique, imposée par l'usage et correspondant à l'idée moderne du héros (l'homme qui fait des actions de valeur) ; enfin une acception morale, définie par l'idée d'excellence. Mais il est remarquable que, dans son sens propre, encore à la fin du XVII^e siècle, le mot héros désigne avant tout le guerrier courageux : la qualité spécifiquement héroïque est la *valeur*, et la même édition du *Dictionnaire de l'Académie* ne donne pas au mot valeur d'autre sens que : « Bravoure, vaillance, vertu qui consiste à combattre courageusement soit en attaquant, soit en se défendant. » Le sens moral est à peine indiqué ; car l'idée d'excellence que suggère l'héroïsme n'est pas forcément l'excellence d'une vertu : Massillon va bientôt parler « des pécheurs que l'on regardait comme des héros de l'impiété » ; et La Rochefoucauld a déjà dit qu'il y a « des héros en mal comme en bien ».

Ouvrons maintenant le *Dictionnaire de l'Académie* dans sa quatrième édition (1762). Nous constatons d'abord que le sens historique du mot tend à se préciser : le héros de l'antiquité est « celui qui était né d'un dieu ou d'une déesse et d'une personne mortelle ». Le sens propre du guerrier courageux se précise aussi : « On dit d'un homme qui s'est distingué à la guerre par de grandes actions : c'est un héros. » Mais le sens moral le déborde maintenant, et enveloppe la magnanimité : « On dit d'un homme qui en quelque occasion a donné de marques ou d'une grande fierté ou d'une grande noblesse d'âme qu'il s'est comporté en héros. » Le héros est homme de vertu, mais sa vertu, notons-le bien, est *fierté* ou *grande noblesse d'âme*, donc vertu de seigneur, d'homme courageux, illustre ; vertu orientée sur la puissance et la grandeur, non sur la bonté, l'humilité, la patience. Le sens original et guerrier du mot ne laisse pas de colorer le sens étendu à la morale civile.

Ces distinctions et ces nuances, plus ou moins marquées, se retrouvent dans les dictionnaires du XIX^e siècle, et spécialement dans le *Littre*. Le héros moral a pris décidément le pas sur le héros guerrier. Sont héros, dit Littré, non seulement « ceux qui se distinguent par une valeur extraordinaire ou des succès éclatants à la guerre », mais « tout homme qui se distingue par la force du caractère, la grandeur d'âme, une haute vertu ». Une haute vertu n'est pas, évidemment, une vertu d'homme ordinaire, convenable à la condition moyenne.

Avec certains caractères propres de vraisemblance et de mesure, le génie français n'a pas échappé à l'attrait de l'idéalisme héroïque.

Saint-Exupéry

Malraux

Toujours le héros affirme une personnalité forte dans une grande aventure ou dans une grande destinée. Sa vertu est plus semblable à la *virtù* italienne qu'à celle qui appelle l'épithète de chrétienne, ou qui regarde vers la sagesse : aussi bien, secrètement, dans sa compréhension naturelle, l'héroïsme a toujours enveloppé une possibilité d'immoralisme. Ce qui, d'ailleurs, ne contredit nullement le sens étymologique et historique du mot : demi-dieux ou princes, et toujours batailleurs, les héros de l'antiquité ont ce double caractère essentiel d'un courage exemplaire et d'un destin extraordinaire ; mais ils ne sont pas nécessairement bienfaisants ; souvent ils agissent pour leur propre gloire, et l'orgueil, qui accompagne habituellement le sentiment de la force, les expose à la colère, à la violence, au crime même.

L'équivoque morale de la vertu héroïque a été si bien sentie que chrétiens et humanistes lui ont toujours manifesté quelque défiance, se sont efforcés de la corriger, de la régler ou d'élever à côté d'elle, à un même niveau de grandeur, une vertu plus rassurante. Ainsi, en plein âge de féodalité militaire, l'Eglise exaltait l'idéal du chevalier, du guerrier chrétien, soumis jusque dans le déploiement de la violence à des règles de charité, de respect et de loyauté. A l'heure où l'exemple des cours italiennes imposait à la Renaissance le type du seigneur hardi, ardent et ambitieux, Rabelais incarne en Gargantua une supériorité de force et de culture qui se veut encore subordonnée à l'ordre du monde et au bien des hommes, et il ridiculise la démesure conquérante de Picrochole. Au temps de Corneille et de la Fronde, Guez de Balzac trouvait « un sujet de consolation pour notre pauvre humanité de voir qu'il y a eu de l'homme dans le héros » : et Bossuet, un peu plus tard, s'écrit : « Loin de nous les héros sans humanité ». L'antimachiavélisme, la théorie du bon prince, la condamnation de la tyrannie, l'éloge de la paix, tout le courant d'humanisme politique si fort de Bodin à Montesquieu et à Voltaire, de la Boétie à Fénelon et à Rousseau tend à contenir les dérèglements toujours possibles de l'idéalisme héroïque. Mais rien n'est plus caractéristique que l'entrée en scène du grand homme.

L'opposition du grand homme au héros, qui se trouve déjà chez La Bruyère, est familière à Voltaire, à toute la pensée du XVIII^e siècle et se définit parfaitement dans l'*Encyclopédie*. « On définit un héros, y pouvait-on lire, un homme ferme contre les difficultés, intrépide dans les périls et très vaillant dans les combats : qualités qui tiennent plus du tempérament et d'une certaine conformation des organes que de la noblesse d'âme. Le grand homme est bien autre chose : il joint aux talents et au génie la plupart des vertus morales : il n'a dans sa conduite que de beaux et nobles motifs : Il n'écoute que le bien public, la gloire de son prince, la prospérité de l'Etat et le bonheur des peuples (...) le parfait héros est celui qui joint à toute la capacité et à toute la valeur d'un grand capitaine un amour et un désir sincère de la félicité publique. » C'est-à-dire que la perfection de l'héroïsme exige des vertus qui ne sont plus strictement viriles et agressives mais bénéfiques et douces ; l'idée humaniste triomphe, et c'est elle

que la Révolution inscrivait au fronton du Panthéon, dédié non point aux héros, mais aux grands hommes — fussent-ils, comme Marceau, de grand soldats : *Aux grands hommes la Patrie reconnaissante*. Effectivement, le XIX^e siècle, quand il donnera les honneurs d'une sépulture nationale, choisira moins souvent des guerriers que des écrivains, comme Hugo et Zola, des savants, comme Berthelot, ou des tribuns comme Jaurès. L'ancienne caste militaire étant déchue, la bourgeoisie industrielle et marchande — qui finira pourtant par céder, elle aussi, à l'attrait des prestiges guerriers et aux passions nationalistes — commence par préférer aux prouesses du conquérant et de l'explorateur les vertus positives du savant, de l'ingénieur et du citoyen. La conversion du héros au grand homme est alors assez générale : les héros de Carlyle, prophètes comme Mahomet, poètes comme Dante, prêtres comme Luther ou Knox, hommes de Lettres comme Johnson, Rousseau ou Burns, chefs d'Etat et législateurs comme Cromwell et Napoléon, sont en vérité de grands hommes investis d'une fonction providentielle. A plus forte raison « l'homme représentatif » d'Emerson s'éloigne-t-il du style héroïque traditionnel pour rejoindre l'idéal démocratique du serviteur du peuple et du bienfaiteur de l'humanité.

LE HEROS, LE GRAND HOMME, LE SURHOMME, LE SAGE, LE SAINT

Cependant, la promotion du grand homme ne conjurait pas les démons de l'immoralisme héroïque. En même temps que se définissait l'idéal d'un être exceptionnel et génial, voué au service du bien public et à la pratique des vertus, d'autres esprits, également attirés par le style de la grandeur, allaient la chercher, selon des traditions de la Renaissance, du côté de l'aventure, de l'ambition, de la gloire et d'une puissance qui ne reconnaît pas de limites à son explosion dans l'histoire. La morale esthétique et aristocratique de la grande nature dérivée de celle de grande âme mais dans un climat moins spirituel tire l'héroïsme du côté d'un égoïsme supérieur, car elle en supprime les scrupules moraux, les interdits sociaux, les intentions humanitaires, tout ce qui pourrait ralentir ou troubler l'allure d'un conquérant magnifique. On croit parfois la pressentir derrière l'éloquence idéaliste de Corneille et de Vauvenargues ; elle se déclare cyniquement chez un aventurier de la grande espèce tel que Retz, elle se précise chez Diderot par la théorie du beau crime, elle se modernise dans l'égotisme stendhalien et chez les ambitieux de Balzac ; elle se subtilise dans le culte du moi de Barrès, à l'heure même où elle reçoit de Nietzsche la définition qui l'imposera comme un des principaux appels de l'homme contemporain — car elle n'est pas autre chose que la morale du surhomme.

Entre le grand homme et le surhomme, il n'y a pas tant de différence de valeur morale que divergence de pente spirituelle. Le premier accomplit une sagesse apollinienne, harmonieuse, salutaire ; il prend la suite des héros tueurs de

monstres ; il aime les hommes, les dieux, l'ordre du monde ; et l'étincelle de génie céleste qui se mêle à son humanité, loin de l'adultérer, la porte à sa perfection ; il vise le supérieurement humain. Le second se jette dans une exaltation dionysiaque, dans un grand rythme de danse guerrière et amoureuse ; le but de la course lui importe moins que la force de l'élan ; il se précipite au bout de son être sans rien vouloir d'autre que se surmonter, se créer au-delà de soi-même : il vise le surhumain. Ce qu'il mettra de raison et de volonté réfléchie dans son aventure aura toujours pour fin non de limiter l'usage de sa puissance, mais d'en régler l'emploi pour éviter le gaspillage de l'indiscipline et de la folie. Et pourtant c'est peu de dire que la démesure le guette, elle l'appelle : car il procède orienté par le dessein de dépasser la mesure, et l'orgueil est sa vertu.

Moins dangereux et plus pacifique, mais enclin, lui aussi, à se créer une morale particulière et à mépriser les lois du commun, le héros d'amour exige sa place parmi les types d'une humanité souveraine. Héros, n'a-t-il pas usurpé ce titre ? L'usage, en tout cas, est assez ancien pour lui créer un droit. Dès le XVII^e siècle, l'expression « héros de roman » est courante ; et ce n'est pas d'une façon tout à fait arbitraire que ce terme noble a été appliqué aux principaux personnages de récits fictifs où triompha d'abord absolument la tendance idéaliste. Le héros de roman est un être exceptionnel qui, dans ses premières incarnations, appelle l'amour par sa beauté, par sa générosité, par son courage et ses prouesses : ce n'est pas vrai seulement dans *L'Astrée* et dans les romans de Mme de Scudéry, mais encore dans *La Princesse de Clèves* et dans toute une lignée non achevée de romans mondains ou populaires, où il apparaît fatal que la beauté épouse la valeur et que le plus brave soit aimé par la plus charmante. Ce fut, vers la fin de l'âge classique, un grand progrès de la psychologie en même temps qu'une découverte décevante des gouffres du cœur humain, quand les romanciers s'avisèrent que l'amour pouvait aller sans l'estime, que Don Juan pouvait être un méchant homme. Des Gricoux un lâche et Valmont un pervers. Mais s'il cessa d'être exemplaire par ses vertus, le héros de roman allait acquérir une autre espèce de sublime : par sa religion de l'amour, par cet absolu de feu qui consume son existence, et dont il brûle souvent celle des autres, préférant à son intérêt, à sa paix, à sa gloire, à son bonheur même la joie d'aimer, la douleur d'aimer, le destin d'aimer. Ainsi dans le Romantisme, dans ce qui le précède et le survit, la littérature et la vie se peuplèrent de héros équivoques plus rêveurs qu'agissants et moins courageux que sensibles, et qui, cependant, participent encore quelquefois au style héroïque par l'enthousiasme de leur passion, la tension de leur volonté et une secrète noblesse du cœur qui se sauve toujours dans la profondeur de l'amour.

Résumons-nous. Originellement et dans sa définition la plus stricte, le héros est un être fort, de naissance noble et quasi-divine, et que son courage et la grandeur de ses actes élèvent au-dessus de la foule. À sa gauche — du côté du cœur, de l'amour, de la bonté — marche le grand homme bienfaisant, béni par les peuples, couvert de décorations et de couronnes. À sa droite — du côté de la main qui tient l'épée ou le sceptre — avance le surhomme, hautain, solitaire, incommode et souvent haïssable. Leurs rapports ne sont pas toujours simples : il arrive que leurs directions se recoupent et que leurs pas se mêlent ; il arrive aussi qu'ils se contredisent et se combattent ; mais ils ont en commun une vertu vitale, l'énergie, et une vertu morale, le goût de la grandeur : ils sont actifs et courageux ; et tous les trois, partout où ils apparaissent dans nos lettres, partout où ils font un signe pour entraîner l'homme sur leur pente ascendante appartiennent à

la gravitation de l'héroïsme. *L'honnête homme et le sage* les suivent à quelque distance, plus proches d'ailleurs du grand homme que du surhomme ou du héros guerrier, mais appartenant à leur famille quand ils se laissent séduire par l'attrait de la grandeur, quand leur culture embellit, fortifie, fertilise leur nature. Autour de la troupe voltigent les héros d'amour, ceux du moins que quelque instinct du sublime a fait passer du romanesque à l'épique et au tragique.

Il y a aussi le saint, qui voudrait l'oublier ? Egal au héros par la force et le courage, le saint atteint le surhomme par l'âpre concentration de son énergie, et il dépasse en amour du prochain la bonne volonté du grand homme. Lui aussi, il propose un exemple d'élévation à la foule, encore qu'il n'affecte pas de se séparer d'elle : et mette plutôt sa grandeur à en partager les misères et les humiliations. Comme le héros, le saint avance d'un pas souverain sur une route qui monte ; et il arrive parfois que l'on puisse les confondre dans un même personnage : ainsi dans Jeanne d'Arc, ce qui a tant plu à Péguy. Cependant, il ne faut pas, à partir d'un cas exceptionnel, brouiller des valeurs de nature différente : la sainteté est grandeur, même si elle éclate dans l'humiliation, mais elle est autre chose que l'héroïsme. Ce qui distingue le héros du saint, ce n'est pas tellement le fait que le premier accomplit ses prouesses pour la terre et le second pour le ciel : car le saint de notre civilisation chrétienne demeure trop spontanément soumis à la théologie de l'Incarnation pour se désintéresser absolument de l'ordre temporel ; et quand il poursuit dans l'histoire sa propre perfection et l'avènement du règne de Dieu, il rencontre facilement le héros. Ce qui sépare, en définitive, le héros du saint et les établit en deux univers différents, c'est que le premier, autant qu'il s'humanise et spiritualise son action, ne se renonce jamais, ne se résigne jamais à l'anéantissement de son moi : s'il sacrifie son bonheur et sa tranquillité, c'est en vue d'acquiescer des biens qu'il juge plus précieux, et qu'il appelle son honneur et sa gloire : s'il risque sa vie, c'est par amour du danger et par choix d'une mort qui l'assure d'un nom immortel : au lieu que le saint est un moi perpétuellement offert à l'assomption d'une transcendence, à la joie du sacrifice et de l'humilité. Le héros est une nature qui se contraint pour s'accomplir dans une perfection plus haute, mais en respectant ses tendances, en affirmant son individualité, en adorant sa propre puissance, au lieu que le saint est spécifiquement une nature qui s'ouvre à un autre règne, qui se transfère et se transforme dans la surnature et la grâce. Le héros, à plus forte raison quand il tend au surhomme, mais aussi quand il s'est converti à l'humanité, ne laisse jamais d'utiliser l'instinct, les appels du sang et de la vie, et finalement l'amour-propre : le saint, même quand sa dévotion s'humanise, est essentiellement celui qui a tué l'amour de soi pour que rien en lui ne s'oppose à l'amour de Dieu.

Et c'est pourquoi, sans doute, sa place est si petite dans la littérature — du moins dans une littérature comme la nôtre, qui accepte malaisément de rien asseoir, fût-ce la grandeur, sur une autre base que le naturel. Dans la tragédie de Corneille, dans le voisinage de Pascal, beaucoup plus tard chez Bloy, Claudel et Bernanos et, laïcisé, chez quelques humanistes mystiques tels que Romain Rolland (dans sa période hindouiste), Roland Dorgelès (*Saint Magloire*) ou Duhamel (*Salavin*), le signe du saint se laisse bien apercevoir. Avouons que c'est exceptionnel dans le domaine des lettres françaises, où l'on ne constate pas la force du courant proprement mystique qui a marqué, par exemple, le Romantisme allemand et la poésie et le roman russes d'avant la Révolution d'octobre.

Pierre-Henri SIMON.

AIX et BAYREUTH

TANDIS que Paris se lamente sur la triste situation de l'art lyrique dans les théâtres nationaux (pas de créations, sclérose du répertoire, apathie du public, apparition trop rare de vedettes internationales...), les hauts lieux de la musique prouvent que l'opéra se porte bien en 1961. La situation parisienne est une exception. Pour s'en convaincre, il suffit de voyager et de visiter, par exemple, les grands festivals.

Parmi les réalisations les plus significatives, il faut citer le cas d'Aix-en-Provence. Le dernier Festival d'Aix fut à cet égard particulièrement riche, grâce à deux représentations mozartiennes très réussies (*Così fan tutte* et *La Flûte enchantée*), à une création mondiale (*Lavinia*, d'Henri Barraud) et surtout grâce à deux ouvrages de Monteverdi très rarement joués en France : *Le Couronnement de Poppée* et *Le Combat de Tancrède*.

Pour les festivaliers d'Aix, *Le Couronnement de Poppée* fut une véritable révélation. Conçu à une époque où l'opéra n'était pas encore prisonnier de règles et d'habitudes, *Le Couronnement* est un ouvrage d'une profonde humanité où les passions les plus vives s'expriment librement, sans aucune contrainte formelle. La partition, d'une inépuisable variété d'écriture et d'un raffinement prodigieux, se marie étroitement avec l'élément dramatique et psychologique, et cette union, absolument exceptionnelle dans l'histoire de l'art lyrique, est seule génératrice des plus grands chefs-d'œuvre.

Faut-il ajouter que cette soirée Monteverdi dans le théâtre de l'Archevêché d'Aix-en-Provence fut bouleversante ? On apportera néanmoins malheureusement quelques restrictions à cette réussite, notamment au sujet de la version abrégée du *Couronnement* présentée à Aix et qui est signée Malipiero. Cette version dure une heure et demie, alors que l'ouvrage original est considérablement plus long (plus de quatre heures...). On peut contester également l'utilisation de cordes, qui, si elle est conforme à la première exécution du *Couronnement* à Venise, répond mal à l'esprit de la partition. En revanche, la mise en scène, les décors et les interprètes ont magnifiquement servi ce chef-d'œuvre.

Autres événements lyriques de l'été qui s'achève : les représentations wagnériennes de Bayreuth. Cette année, on attendait avec curiosité la nouvelle production du *Tannhauser* mis en scène par Wieland Wagner. Cet audacieux et célèbre petit-fils de Richard Wagner fut à la hauteur de sa réputation, c'est-à-dire génial et révolutionnaire. Malgré les pressions que l'on devine, il engagea Maurice Béjart pour régler la chorégraphie de la *Bacchanale* et choisit Grace Bumbry, chanteuse noire, pour le rôle de Vénus. Grace Bumbry remporta un tel succès qu'elle entreprend maintenant une grande carrière internationale ; quant à la chorégraphie de Béjart, elle a surpris, voire indigné les puristes par son érotisme et sa violence expressive. Mais ces puristes-là pourront-ils encore admirer les timides ébats du Vénusberg, qui accompagnent traditionnellement *Tannhauser*, après

avoir entrevu comment un chorégraphe de notre époque comprend l'esthétique wagnérienne ?

Bref, d'Aix-en-Provence à Bayreuth, l'art lyrique vit intensément. Des hommes de musique et des hommes de théâtre cherchent des voies originales pour que les ouvrages du répertoire et les chefs-d'œuvre méconnus soient mis à la portée d'un public dont la sensibilité — par le truchement du cinéma et de la télévision — s'est considérablement modifiée depuis quelques dizaines d'années. En effet, si l'art lyrique ne devait conserver comme public qu'une poignée d'initiés, il serait condamné à mort à brève échéance. Or des jeunes et des mélomanes passionnés ont été enthousiasmés par *Le Couronnement de Poppée* et le *Tannhauser* de Bayreuth. L'opération Survie du théâtre lyrique est en bonne voie.

Claude SAMUEL.

Au début d'une grande carrière internationale : Grace Bumbry.

Le vilain Américain

DE LEDERER ET BURDICK

J'AI traîné le livre de Lederer et Burdick, *Le Vilain Américain* (1), à travers l'Afrique. C'était peut-être le bon endroit pour le lire. J'avais le loisir d'appliquer heure par heure cette critique féroce de la politique américaine au spectacle que j'avais sous les yeux. J'aurais pu fournir aux auteurs de nouveaux exemples. Curieux livre d'ailleurs, à la fois bête et intelligent, naïf et pertinent, irritant et sympathique. Il a, paraît-il, une importance historique, ayant contribué à la victoire de Kennedy et présidant au *new look* de la politique extérieure américaine. On en tremble un peu, car s'il dénonce des erreurs flagrantes, il peut engendrer des erreurs non moindres. Mais déjà qu'il soit une grille pour déchiffrer certains aspects nouveaux de la politique américaine serait suffisant pour en conseiller la lecture.

Sous une forme malencontreusement romancée, dans un style pour livres de prix dans « nos saintes maisons », avec l'automatisme moralisant des « manuels de lecture courante », deux Américains étudient les raisons pour lesquelles leur pays depuis quinze ans a dépensé des milliards pour ne parvenir qu'à être détesté. Ils analysent les échecs d'une paix aux trois-quarts perdue. Ils stigmatisent leurs diplomates et leurs missions d'assistance technique. L'analyse est juste. Le plus triste est que nous pourrions l'appliquer aussi à notre Quai d'Orsay. La caricature des ambassadeurs américains en Extrême-Orient n'aurait besoin que de peu de retouches pour ressembler à nos propres ambassadeurs. Voilà peut-être une seconde raison pour pardonner à ce livre tout ce qu'une forme enfantine et par moment une réelle indigence de pensée peuvent avoir d'insupportable.

Et puis, quand même, l'analyse est juste, nous l'avons dit. L'histoire de Deong devenu communiste parce que les Signes ne se prononcent plus pour les Américains, un des meilleurs chapitres du livre, est profondément vraie. Les Amé-

ricains sont l'homme fort qui n'a pas su rester le plus fort : en Orient, et peut-être aussi en Afrique, il n'en faut pas plus pour être honni. L'échec de leur assistance technique, qui n'a provoqué que la haine est bien vu aussi : « Chaque fois que tu donnes quelque chose à un homme pour rien, dit un des héros, la première personne qu'il se met à détester, c'est toi ». Cette phrase, le *brain trust* de notre ministère de la Coopération ferait bien de la méditer.

Encore un attrait et une des valeurs de ce livre : il contribue à démystifier le mythe de l'aide aux pays sous-développés. Qu'on m'entende bien : cette aide est nécessaire, mais on dit tant d'absurdités à son sujet, on la transforme si stupidement en panacée, on en voit si mal les conditions d'efficacité que non seulement on la voue à la stérilité, mais qu'on la rend pernicieuse. Certes, le livre récent de M. Julien Cheverny, *Eloge du Colonialisme* (2), lui, aussi, apporte beaucoup à cette nécessaire démystification. Il est infiniment plus intelligent que celui de MM. Lederer et Burdick, il va plus profond dans l'analyse. Malheureusement, ses conclusions à force de n'être que politiques sont abstraites et en partie illusoires. Or, aussi naïfs que soient nos deux auteurs américains, leurs conclusions à eux, qu'il faudrait trier, discuter, repenser, n'en ont pas moins le mérite de dégager des orientations pratiques et des leçons adoptables. Le président Kennedy a fait du *Vilain Américain* l'un de ses livres de chevet. Je ne sais ce qu'il en tirera, ou le meilleur ou bien le pire. Souhaitons que sans en faire peut-être leur livre de chevet, nos gouvernants prennent la peine de le lire.

Georges LE BRUN KERIS.

(1) Robert Laffont, éditeur.

(2) Edité chez Julliard. C'est un livre dont il faudra que nous reparlions, car il mérite une analyse complète. Il représente un ouvrage capital.

Raymond Poincaré

DE PIERRE MIQUEL

P. MIQUEL, maître de conférences à l'Institut des Sciences Politiques, n'a pas voulu écrire après d'autres une nouvelle biographie de Raymond Poincaré (1), mais replacer dans le contexte historique les étapes d'une longue carrière parlementaire et présidentielle commencée à 27 ans en 1887, en plein boulangisme, et que la maladie interrompra brutalement, plus de quarante ans plus tard, au moment où l'Europe, à peine remise de la première guerre mondiale, allait voir, au milieu de convulsions économiques et politiques redoutables, grandir la menace d'un nouveau conflit.

Ainsi, l'intérêt du livre est double, pour la connaissance de l'homme et pour l'intelligence des bouleversements qui ont marqué l'histoire de la III^e République.

Qui était en réalité « cet homme d'Etat aussi détesté que surestimé en Allemagne » (l'expression est de Thomas

Mann), et en France même apparaissant tantôt comme le « sauveur », dernier recours de la patrie et de la République aux périodes de crise aiguë, tantôt comme le « Rebendard » de Jean Giraudoux, « inaugurant son monument hebdomadaire aux morts, feignant de croire que les tués s'étaient simplement retirés à l'écart pour délibérer sur les sommes dues par l'Allemagne » ? Pierre Miquel rappelle son acharnement au travail qui, dès le lycée, stupéfiait ses maîtres, son honnêteté sourcilieuse, son austérité. (« Quand le soleil rayonnait, tout ce que le printemps ou l'été pouvaient obtenir de lui c'était qu'il lâchât dans sa harangue des féminins pluriels », disait encore Giraudoux). Ministre sévère, soucieux de mettre au pas les techniciens, qu'ils soient diplomates comme Jules Cambon, ou experts financiers, Poincaré a été également un grand parlementaire, forçant l'estime de ses adversaires par son respect scrupuleux de la règle du jeu.

Mais le plus intéressant — et parfois le plus dramatiquement actuel — c'est de suivre tout au long de ce livre l'affrontement de Raymond Poincaré, à certaines heures interprète de la très grande majorité de l'opinion, à un monde en évolution rapide, à l'intérieur et plus encore à l'extérieur des frontières.

Le XX^e siècle, en effet, cette civilisation en crise chronique de mutation, a commencé bien avant 1914. Dès ce moment, les fondements de la III^e République paraissent menacés. L'affaire Dreyfus révèle que « les bureaux de la Guerre » forment un Etat dans l'Etat. Le progrès des doctrines « collectivistes », la puissance naissante des syndicats, les premières grandes grèves, l'instabilité ministérielle permanente soulignent le divorce de plus en plus accusé entre les institutions et la réalité. La Grande Guerre précipite l'évolution amorcée. En quelques années, le décor de la scène internationale est bouleversé.

La France, imperceptiblement avant 1914, de plus en plus nettement à compter de 1918 « décroche » du mouvement du monde.

Ce que Keynes écrivait en 1920 de notre pays à propos du problème des réparations aurait pu être étendu à bien d'autres domaines : « La France... est l'unique nation du monde dans laquelle les hommes d'Etat n'ont pas commencé à dire la vérité à leurs compatriotes et sans doute à eux-mêmes ». Alors apparaît cette forme de nationalisme, à base de refus de comprendre, de frustration, d'isolationnisme et de délire de la persécution qui atteindra son épanouissement (si l'on peut dire) beaucoup plus tard, à la faveur de la guerre d'Algérie.

A travers d'autres querelles — la stabilisation du franc, l'Europe... — Raymond Poincaré et la France doivent, confusément et difficilement, faire l'apprentissage de nouvelles façons de penser et d'agir, contraires à des préjugés solidement enracinés.

En ce sens, l'histoire de Poincaré et de son temps peut être source de réflexions fort actuelles.

Jean AUBRY.

(1) Librairie Arthème Fayard.

La VI^e République et le Régime Présidentiel

DE MAURICE DUVERGER

DANS l'ouvrage de Maurice Duverger (1), il y a une démonstration brillante, accompagnée d'une affirmation peu convaincante.

L'auteur démontre, en effet, que le régime présidentiel en France — le Chef de l'Exécutif étant « supposé élu » par le suffrage universel — serait de loin préférable à un régime parlementaire que l'on tenterait de ressusciter de ses cendres.

Une série d'arguments impressionnants viennent appuyer cette thèse chère au chroniqueur du « Monde », dans les colonnes duquel il développa sa conception en 1956 :

- la tendance au renforcement des Exécutifs, nécessaire aussi bien pour assurer la bonne marche d'une économie planifiée ou concertée que pour lutter victorieusement contre les groupes de pression, est générale dans le monde moderne ;
- il est non moins nécessaire, pour l'électeur, d'exprimer non plus seulement une opinion abstraite en approuvant le programme d'un parti, mais aussi une volonté : celle de voir tel homme politique à la tête de l'Exécutif ;
- la tendance à la personnalisation du pouvoir est commune à la plupart des grandes démocraties occidentales ;
- enfin, on assiste à une généralisation de la « démocratie directe » dans laquelle l'électeur choisit directement le Chef de l'Exécutif, comme en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis ou en République Fédérale Allemande.

La « démocratie directe » serait donc le propre des grandes nations, alors que la démocratie « médiatisée » — dans laquelle les Députés servent de médiateurs pour désigner l'Exécutif — ressortirait plutôt à la « micro-politique » et aux petits pays tels que le Bénélux, les Pays Scandinaves ou la Suisse.

L'affirmation qui nous laisse sceptiques est relative à l'élection présidentielle qui, selon M. Maurice Duverger, ne

créerait pas de risques particuliers, bien qu'il ne sous-estime pas certaines difficultés.

L'argument massif contre un régime présidentiel français est le suivant : en cas de scrutin majoritaire à un tour, devant la multiplicité des partis en France (supposons, bien entendu, le phénomène gaulliste épuisé), c'est le candidat communiste qui a le plus de chances d'être élu. Avec un scrutin à deux tours, on peut, raisonnablement, craindre une multiplicité des candidats au second tour, ce qui risque de faire passer soit un extrémiste de droite ou de gauche, soit un candidat centriste élu avec une minorité de faveur. Quelle serait alors l'autorité de ce Président élu avec 30 % des suffrages exprimés ?

Réponse de l'auteur qui renouvelle, pour la circonstance, la vieille théorie des deux blocs : « très fort à première vue, cet argument résiste mal à un examen approfondi. Une analyse attentive des forces politiques en France montre qu'il y a deux grands blocs en dehors du parti communiste : le bloc de droite (Indépendants, Poujadistes, R.P.F., U.N.R., etc.) et le bloc du Centre gauche (Radicaux, M.R.P., Socialistes). Chacun d'eux tendra naturellement à se coaguler au second tour ». Puis il déclare, serein : « Personne ne craint que le ballottage voie s'affronter cinq ou six candidats. Puisque tout le monde admet que le jeu de coalition aboutira, la plupart du temps, à un combat triangulaire. »

Les praticiens de la politique ne manqueront pas d'être perplexes devant ces rassurantes, mais gratuites affirmations. Faute, probablement, d'avoir procédé à une « analyse des forces politiques », pendant douze ans, les hommes politiques français ont vainement cherché ces introuvables « deux blocs en dehors du parti communiste », car s'ils les avaient trouvés, nous serions encore sous la IV^e République et l'auteur n'aurait pas l'occasion, dans son essai, de les chercher. La fameuse « coagulation » du second tour est un résultat certes souhaitable, mais dont on ne nous donne pas malheureusement la recette pour y parvenir.

Passons sur le fait que « personne » ne craindrait cinq ou six candidats au second tour. En cas d'élection triangulaire, le Président serait tout simplement élu par les communistes, ce qui se passe de commentaires.

Certes, l'auteur envisage des « aménagements » assez complexes, notamment un « projet Mayer » amendé, consistant en une sélection des candidats — au scrutin public pour éviter le choix de médiocres — par le Parlement, et certaines « techniques » limitant au second tour les candidats à deux ou instituant un ingénieux vote préférentiel double, avec un système de « bulletins spéciaux » permettant de faire entrer éventuellement en ligne de compte, les « deuxièmes votes ». Toute cette alchimie électorale ayant un avantage supplémentaire : celui de « dégeler » les voix communistes...

Quant à l'absence prévisible de majorité au Parlement et aux difficultés qu'elle pourrait susciter, l'auteur — qui décidément a réponse à tout — déclare : « Le Président pourra toujours louvoyer entre des différentes majorités... et « pratiquera l'art des majorités alternatives »...

Après avoir exécuté les solutions de rechange (le retour à la III^e République, les théories de 1945-1946, la solution orléaniste de 1958, la dissolution automatique et le Gouver-

nement de législature, projet qualifié le « plus sérieux », Maurice Duverger pose quand même, en huit pages de conclusion, la question de savoir ce que l'opinion publique française pense d'un tel système. « L'opinion publique est favorable à l'élection populaire du Chef du Gouvernement », écrit-il péremptoire. « Cependant, ajoute-t-il, ni la démonstration logique, ni la considération de l'opinion publique ne parviennent encore à désarmer une certaine méfiance a priori, qui ne se nourrit point de raisonnements ni de preuves. Il y a un préjugé contre le régime présidentiel : il continue à faire peur. »

Plaider pour le régime présidentiel dans la conjoncture politique française actuelle risque d'aboutir à un replâtrage de la Constitution de 1958 organisant l'élection du Président de la République au suffrage universel et l'abaissement encore plus grand du Parlement, le droit de dissolution et de référendum demeurant — comme l'ont précisé clairement le Premier Ministre Michel Debré et le Général de Gaulle — entre les mains du Chef de l'Etat. Le régime présidentiel ne continue-t-il à faire peur tout simplement parce que les Français craignent aujourd'hui, encore plus qu'hier, l'aventure ?

P. ABLAUD.

(1) Librairie Arthème Fayard.

Les Conciles œcuméniques

DE FERNAND HAYWARD

L'APPROCHE du concile continue de susciter de nombreux articles et ouvrages qui faute de prévoir l'avenir : ce que sera le 2^e concile du Vatican, veulent raconter l'histoire des vingt conciles œcuméniques précédents. L'abondance de biens ne garantit nullement la valeur de cette production de circonstances qui reste très inégale. Jusqu'alors l'histoire des conciles n'avait guère d'adeptes : depuis longtemps l'histoire de la papauté avait supplanté celle des assemblées conciliaires chez tous les amateurs de succès faciles de librairie. Tout change et voici que les conciles retrouvent toutes les faveurs des curieux, mais cela ne va pas sans dommage pour eux. C'est ainsi qu'ils sortent très mal en point de l'ouvrage de M. Fernand Hayward : **Les Conciles œcuméniques**.

Les intentions de l'auteur sont certes louables, mais l'histoire se prête mal à l'apologétique systématique. La vérité historique ne souffre pas d'accommodement. Si le pape Eugène IV (1431-1447) a été un homme de peu de volonté et très influençable, pourquoi le peindre comme « un homme de grande volonté » ? Pourquoi attribuer au souci de Martin V (1417-1431) de compléter la réforme de l'Eglise, l'ouverture du concile de Pavie en 1423, alors que le décret *Frequens*, pris au concile de Constance en 1417, lui en faisait une obligation et que la décision en avait été prise lors de la dernière session de ce concile ? Pourquoi, après l'avoir montré comme le promoteur du concile de Pavie, le déclarer hostile à la réunion du concile de Bâle à cause « de sa répugnance à l'égard d'une assemblée où il prévoyait que les droits et l'autorité du pontife romain seraient méconnus » ? Mais cela il le pensait déjà avant Pavie, c'est la raison pour laquelle il se hâta de faire dissoudre ce concile et retarda le plus possible la convocation du suivant. S'il n'y avait pas eu le décret *Frequens* qui prévoyait

la périodicité des conciles et auquel il avait souscrit en tant que cardinal, il n'aurait réuni aucun concile. Le malheur c'est que ce décret décisif n'est pas mentionné dans l'ouvrage. Pourquoi Sigismond est-il qualifié d'empereur, roi des Romains ? Il a été l'un roi des Romains, avant d'être l'autre, l'empereur. D'autres erreurs matérielles doivent être attribuées probablement au prote : *gallicisme* pour *gallicanisme*, etc.

L'auteur intervient constamment dans sa narration pour la ponctuer d'exclamations : heureusement, par malheur, etc. ; il nous fait part de ses jugements et de ses préférences d'une manière pas toujours discrète. Nous savons que si le conciliarisme est une doctrine hétérodoxe, c'est que Joseph de Maistre, promu en la circonstance docteur de l'Eglise, l'a démontré « en pages vengereuses » dans « **Le Pape** ». De même nous voyons Pie IX « guéri des illusions qu'il avait nourri à l'aube de son pontificat » dénoncer le libéralisme avec la dernière vigueur. Est-ce le libéralisme philosophique, le libéralisme politique, le libéralisme économique qui est condamné ? Si l'on suit le texte de près, il semblerait que ce sont Mgr Dupanloup et Montalembert. Alors on ne comprend plus très bien. Je croyais savoir que Mgr Dupanloup avait reçu un bref de félicitation de Pie IX pour son interprétation du *syllabus* !

Arrêtons là les remarques. La matière du livre a été compilée avec abondance, mais traitée d'une manière insuffisamment critique. L'histoire a des exigences de prudence dans l'affirmation, de sobriété dans le style que nous regrettons de ne pas trouver dans ce livre, par ailleurs agréable et brillant.

Jean CHELINI.

(1) Arthème Fayard, Bibliothèque Ecclesia.

Monsieur O. N. U.

par Etienne BORNE

LA fin tragique de Dag Hammarskjöld est un malheur qui pourrait bien, si le train du monde continue à incliner vers le pire, annoncer une plus vaste tragédie. « Le premier mort de la troisième guerre mondiale » souffle un esprit de fatalité qu'il faut faire effort pour récuser comme faussement prophétique. La mort de M. « H » est plus que la mort d'un homme mis très en vedette par une actualité passagère. De même qu'aujourd'hui les nations et les empires se personnalisent en une figure de proue reconnaissable de loin et qui les symbolise au regard et à l'imagination, ainsi Dag Hammarskjöld était le premier secrétaire général de l'O.N.U. qui par un phénomène de participation s'était véritablement identifié à l'institution dont il avait la charge, à cette communauté des peuples, encore abstraite et virtuelle, balbutiante et bavarde, incertaine d'elle-même et que par une anticipation, présomptueuse ou géniale, l'avenir jugera, il voulait ajuster à sa vérité idéale, agissant comme si déjà elle était ce qu'elle devrait être, une autorité mondiale, une représentation des peuples et non des Etats, l'organe enfin de ce qu'un Teilhard de Chardin appellerait une conscience d'univers. L'Organisation des Nations Unies frappée à la tête et se disloquant dans une agonie qui serait celle de l'unité humaine, quelle préface bien composée par le prince de ce monde avant que soit livrée à l'Apocalypse l'histoire des hommes !

C En dévouement sinistre, M. « H » se croyait désigné pour le conjurer, et malgré les difficultés d'un siècle dur, il avait l'orgueil de sa mission. Car cet intellectuel que sa vaste culture paraissait promettre à tous les raffinements du scepticisme, était un homme de foi. Il faut en effet de grands contrastes et des alliages paradoxaux pour que sorte du creuset un homme intensément vivant capable de susciter, également véhémentes, l'amitié et l'antipathie. Dag Hammarskjöld avait dans tous les domaines des goûts d'esthète : entre les œuvres de l'esprit lui plaisait souverainement la poésie de Saint-John Perse, énigmatique et savoureuse comme un fruit exotique, qu'il avait traduite en suédois ; il n'avait pas été étranger au prix Nobel d'Albert Camus ; sans doute se sentait-il accordé à la dissonance subtilement poignante que font ensemble chez l'auteur de « L'Homme révolté » le désespoir métaphysique et le sens humain de la terre.

ET ce familier des labyrinthes les plus compliqués de la pensée, ce solitaire, ce Nordique qui faisait élégance de l'impassibilité et de l'humour s'est jeté dans les compromis sommaires et les affrontements brutaux de l'action jusqu'à un dernier acte qui fut sanglant. Correspondances entre un caractère

et un destin : la terre ne sera jamais une que par la reconnaissance mutuelle des contraires, et il est beau que cet héritier d'une grande dynastie bourgeoise, promis au confort et au loisir, habile à la pratique de la diplomatie et des affaires, ait noué tant de complicités intellectuelles avec les hommes du tiers-monde issus de la révolte anticolonialiste et formés à l'école des grandes colères élémentaires. Tactique certes, mais aussi philosophie. Et que ce fils de la plus lointaine Europe soit tombé au cœur de l'Afrique noire, ce dernier épisode ajoute à l'épopée des Vikings un page imprévu qui donne beaucoup à penser.

Il n'est pas étonnant que Dag Hammarskjöld ait été pour M. Khrouchtchev l'homme à abattre.

Le conflit était celui de deux conceptions, incompatibles, de l'unité humaine. Le marxisme établi, impérial, idéologique ne supporte pas ce qu'il entend déshonorer du nom de cosmopolitisme. Et M. « H » était un exemplaire achevé de cette sorte d'hérésie. Il avait au surplus tout ce qu'il fallait pour irriter le général de Gaulle dont le génie latin, géométrique, asservi à quelques passions fortement incarnées ne tolérerait pas ce représentant d'un pays, trop longtemps neutre et sans histoire et qui tenait à promotion décisive d'être l'homme de partout et de nulle part. Dans les imprécations bien connues du général contre « le machin », il entraînait une solide inimitié pour le machiniste artificiel, abstrait, et donc, en doctrine gaulliste, foncièrement inexistant.

Par-delà des épisodes d'inter-psychologie se montre un drame qui est celui d'une fonction et qui a été la vie et la mort de Monsieur O.N.U. : les Nations Unies peuvent-elles avoir une politique, qui serait une politique universelle, qui intimiderait les politiques particulières, nationales ou impériales, et leur imposerait son arbitrage ? L'O.N.U. n'est-elle pas réduite, au moins dans l'état actuel du monde, à user des unes contre les autres, à ménager les plus forts, à user de ruses et de détours qui humilient finalement l'idéal dont elle se réclame ? Peut-être M. « H » a-t-il eu trop de complaisance pour un anticolonialisme passionnel qui survit fâcheusement au colonialisme ? En butte à l'hostilité déclarée du monde communiste et aux réserves des vieilles nations de l'Occident, M. « H » avait besoin d'alliés ; il a voulu faire au Congo la politique du tiers-monde et il est mort au moment où il lui fallait confesser son échec. C'est qu'une grande idée, avant de triompher, doit subir insultes et dégradations d'une réalité d'abord réfractaire. Assumer ce négatif demande courage et foi. L'histoire dira sans doute que Dag Hammarskjöld a été l'homme de ce courage et de cette foi, et, que jusqu'au sacrifice ultime, il a bien servi l'idée.